

SEANCES DU MARDI 21 JUIN 1983
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 21 JUNI 1983ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 2464.

MOTION D'ORDRE:

Orateurs: M. Deworme, M. le Président, p. 2464.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Van Herreweghe, rapporteur, Geldolf, M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, p. 2465.

Discussion et vote d'articles, p. 2468.

Projet de loi portant répartition des sièges des sénateurs élus directement par le corps électoral entre les arrondissements électoraux et fixant le nombre de sénateurs élus par les conseils provinciaux et par le Sénat, conformément aux résultats du recensement général de la population du 1^{er} mars 1981.Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Van Herreweghe, rapporteur, de Wasseige, Luyten, M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, p. 2469.

Discussion et vote d'articles, p. 2471.

Projet de loi complétant la législation relative aux pensions et rentes allouées aux victimes de la guerre.

Discussion générale. — *Orateur*: M. De Bremaecker, p. 2473.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 2464.

MOTIE VAN ORDE:

Sprekers: de heer Deworme, de Voorzitter, blz. 2464.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren Van Herreweghe, rapporteur, Geldolf, de heer Nothomb, Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, blz. 2465.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 2468.

Ontwerp van wet tot indeling over de kiesarrondissementen van de zetels van de senatoren die rechtstreeks door het kiezerskorps worden gekozen en tot vaststelling van het getal der senatoren die door de provincieraden en door de Senaat worden gekozen, overeenkomstig de uitslagen van de algemene volkstelling van 1 maart 1981.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren Van Herreweghe, rapporteur, de Wasseige, Luyten, de heer Nothomb, Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, blz. 2469.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 2471.

Ontwerp van wet tot aanvulling van de wetgeving betreffende de aan de oorlogsslachtoffers toegekende pensioenen en renten.

Algemene bespreking. — *Spreker*: de heer De Bremaecker, blz. 2473.

Discussion et vote d'articles :

A l'article 47 : *Orateurs* : MM. Vercaigne, de Wasseige, M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales, p. 2487.

Projet de loi modifiant l'article 3, § 3, de la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux classes moyennes.

Discussion et vote de l'article unique, p. 2488.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre le gouvernement de la Belgique et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et du Protocole, signés à Bruxelles le 15 septembre 1981.

Discussion et vote de l'article unique, p. 2488.

Projet de loi portant approbation de la Convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique, et des Annexes, faites à Paris le 4 juin 1974.

Discussion et vote de l'article unique, p. 2489.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre le royaume de Belgique et la République italienne, relative au service militaire des double-nationaux et du Protocole, signés à Bruxelles le 3 novembre 1980.

Discussion et vote de l'article unique, p. 2489.

Beraadslaging en stemming over artikelen :

Bij artikel 47 : *Sprekers* : de heren Vercaigne, de Wasseige, de heer Mainil, staatssecretaris voor Pensioenen, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken, blz. 2487.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 3, § 3, van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de middenstand.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 2488.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen de regering van België en de regering van Nieuw-Zeeland tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en van het Protocol, ondertekend te Brussel op 15 september 1981.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 2488.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee vanaf het land, en van de Bijlagen, opgemaakt te Parijs op 4 juni 1974.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 2489.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen het koninkrijk België en de Italiaanse Republiek betreffende de militaire dienst van de bipatriden, en van het Protocol, ondertekend te Brussel op 3 november 1980.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 2489.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT

VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 05 m.
De vergadering wordt geopend te 10 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

MM. Féir, pour des devoirs administratifs; Vandermarliere, le comte du Monceau de Bergendal, pour raison de santé; Delmotte et Marmenout, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce matin.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Féir, wegens beroepsplichten; Vandermarliere, graaf du Monceau de Bergendal, om gezondheidsredenen; Delmotte en Marmenout, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

MOTION D'ORDE — MOTIE VAN ORDE

M. le Président. — La parole est à M. Deworme pour une motion d'ordre.

M. Deworme. — Monsieur le Président, chers collègues, j'ai appris par un communiqué de l'agence Belga que j'aurais dû me trouver en séance publique du Sénat, le jeudi 16 juin à 17 h 15, pour poser une question orale urgente au ministre Bertouille.

Ce jeudi, je suis passé à 10 heures au Sénat, à la commission des Pouvoirs spéciaux, et l'après-midi je suis resté en séance jusqu'à 16 h 45. Je n'ai reçu aucune notification ni écrite ni orale m'indiquant que je devrais présenter ma question urgente.

J'apprends par le *Compte rendu analytique* que j'aurais insisté le matin même pour pouvoir intervenir en séance publique en cours de journée. Or, je n'ai effectué aucune démarche en ce sens auprès de qui que ce soit, ni du Président, ni du ministre, ni des services du Sénat, ni de mon groupe politique.

Ce qui est possible, c'est que ma question soit arrivée par la poste le jour même ou la veille, puisque je ne l'ai rédigée que le 10 juin et qu'elle a dû être dactylographiée et expédiée.

J'aimerais savoir, monsieur le Président, quand a été prise la décision de faire passer cette question orale à la séance du 16 juin. Qui l'a demandé? Est-ce le ministre ou les services? Me l'avez-vous notifié par écrit ou oralement et à quelle date?

Pour ma part, je suis formel, je n'ai eu connaissance ni de l'inscription de cette question à l'ordre du jour ni, évidemment, de la date à laquelle elle serait appelée.

Monsieur le Président, les propos que vous avez tenus à mon égard en séance publique sont particulièrement graves et injustes. En effet, au-delà de mon cas personnel, tout un climat négatif est entretenu par certains mass média autour des parlementaires et de leur travail.

Cet incident de parcours aurait pu être réduit au minimum; vous l'avez amplifié et déjà deux journaux, *Le Soir* et *La Cité*, en ont parlé dans leurs potins. Des journalistes m'ont téléphoné pour connaître ma version des faits, ce qui était plus honnête.

Lorsque l'histoire parlera un jour de la défunte institution parlementaire minée par les pouvoirs spéciaux et le travail de sape des mass média, mais aussi par l'impossibilité relative de notre institution de se renouveler, elle ne retiendra que des faits comme ceux-ci. C'est pourquoi j'ai voulu cette mise au point.

J'espère, monsieur le Président, sans vouloir vous dicter votre conduite, que vous allez rectifier les propos désobligeants que vous avez tenus à mon égard et que vous ferez en sorte que les journaux diffusent cette mise au point. Je voudrais aussi que vous avertissiez le ministre Bertouille de ce malentendu. Je vous remercie.

M. le Président. — Je n'ai pas grand-chose à ajouter. Ce que je sais, monsieur Deworme, c'est que vous m'avez écrit que vous souhaitiez poser en séance publique ce que vous appeliez dans votre lettre « une question très urgente ».

Il est de fait que si un sénateur demande à poser une question urgente — je vous signale que deux autres ont pu être appelées, leurs auteurs étant présents — les services du Sénat font tout leur possible pour accéder à cette demande; le ministre l'a fait également, dans ce cas-ci.

Il me paraît tout à fait normal qu'un membre qui désire poser une question, qu'il qualifie lui-même d'urgente, s'informe, afin de savoir s'il pourra ou non la développer le jeudi après-midi. D'ailleurs, lors de la réunion de la commission du Travail parlementaire, j'avais bien indiqué que trois questions seraient posées, dont la vôtre, monsieur Deworme. Généralement, les présidents de groupe informent leurs collègues.

M. Bertouille est entré, à trois reprises, en séance pour voir s'il était temps pour lui de répondre à votre question.

Quant à l'attitude de la presse, ce n'est pas mon affaire. Si vous mobilisez les services pour pouvoir poser une question urgente et que le Sénat fait de son mieux pour vous donner satisfaction, le ministre se dérangeant expressément pour vous répondre, il conviendrait que vous fussiez présent.

Dorénavant les services intéressés pourraient ne plus être aussi prompts pour réaliser le souhait du sénateur qui désire poser une question urgente.

L'incident est clos.

M. Deworme. — Excusez-moi, monsieur le Président, mais, pour moi, l'incident n'est pas clos.

Tout ceci est fort grave.

En effet, je le répète, je n'ai reçu aucune notification.

Certes, j'ai demandé de pouvoir poser une question orale urgente, que j'ai envoyée au Sénat par la poste, comme je le fais habituellement. J'en ai d'ailleurs envoyé une autre, le 3 juin, que j'ai sous les yeux et qui n'est, paraît-il, pas arrivée dans les services, alors que celle que j'ai envoyée le 10 à bel et bien été reçue.

Je n'y comprends vraiment rien. Je n'incriminerai pas les services, surchargés en cette période de fin de session. Mais je ne veux pas non plus porter un chapeau qui ne me revient pas.

M. le Président. — Je crois que, dans cette affaire, chacun a fait de son mieux.

M. Deworme. — Je suis d'accord, monsieur le Président, pour qu'on dise qu'il s'agit là d'un malentendu. Mais alors, qu'on le dise clairement. Personnellement, je ne veux pas porter le chapeau.

M. le Président. — Je le répète, l'incident est clos.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE CONTROLE OP DE TOEKENNING EN OP DE AANWENDING VAN SOMMIGE TOELAGEN

Algemene beraadslaging en stemming over artikelen

PROJET DE LOI RELATIF AU CONTROLE DE L'OCTROI ET DE L'EMPLOI DE CERTAINES SUBVENTIONS

Discussion générale et vote d'articles

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van wet betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen.

Nous abordons l'examen du projet de loi relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Van Herreweghe, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, de provincies, de gemeenten, de agglomeraties, de federaties van gemeenten evenals de verenigingen van provincies en de intercommunales ondersteunen meer en meer de economische, sociale en culturele activiteiten in de vorm van toelagen.

Het is vanzelfsprekend dat deze toelagen door de begunstigden of trekkers worden aangewend voor de verwezenlijking van het doel waarvoor zij worden verleend. Om de verstrekkers van die toelagen het recht te verlenen van toezicht op het gebruik ervan, heeft de regering huidig wetsontwerp nr. 452 bij de Senaat ter bespreking en goedkeuring voorgelegd.

Deze wet zou echter niet van toepassing zijn op de toelagen die onderworpen zijn aan het bepaalde in het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, of aan het bepaalde in de wet van 20 februari 1978 op de rijksstoelagen voor sommige investeringen van openbaar nut. Huidig wetsontwerp wil immers dit controlerecht verruimen tot de ondergeschikte besturen. Bijaldien goedgekeurd zou deze wet evenmin van toepassing zijn, luidens artikel 2, op de prijzen die aan geleerden en kunstenaars voor hun werken worden verleend. Dergelijke bekroningen van wetenschapsmensen en artiesten hebben immers niet het karakter van een toelage, maar betekenen louter een erkenning van verdiensten. En de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden, die aan dit ontwerp een grondige en breedvoerige bespreking wijdde, heeft geoordeeld dat het aangewezen was deze bepaling formeel in de tekst van de wet op te nemen.

Een voornaam knelpunt scheen te zijn: de vraag of er aanleiding toe bestaat in artikel 1 ook « de commissies voor de cultuur » op te nemen. Er rees bij sommige commissarissen immers twijfel nopens de bevoegdheidssfeer. Zij waren de overtuiging toegedaan dat deze commissies, ressorterend onder voogdij van de gewesten, buiten de nationale bevoegdheid waren geplaatst. De minister onderstreepte echter dat deze wetsbepaling de feitelijke voogdij niet raakt maar aan de « commissie voor de cultuur » het controlerecht als instrument voor eigen bevoegdheid wettelijk ter beschikking wil stellen. De commissie kon over de al dan niet noodzakelijkheid daarvan oordelen. Geoordeeld werd ook dat het nuttig was nog nader advies in te winnen bij de studiedienst van de Senaat zelf, op grond waarvan beslist werd ook deze « commissies » het controlerecht te verlenen.

Waar de regering hoopt dat door deze wet het begrotingsevenwicht bij de ondergeschikte besturen kan worden nagestreefd, twijfelden een aantal commissarissen er toch aan dat door een technisch instrument dit politiek probleem zou kunnen worden opgelost. De toekomst en vooral de praktische toepassing van de wet zal dit moeten uitwijzen.

Sommige leden vreesden dat door dit ontwerp de gemeentelijke autonomie zou worden aangetast, terwijl andere van oordeel waren dat de regering met het controlerecht de gemeenten integendeel over een wettelijk instrument voor steviger autonomie laat beschikken. Een lid meende dat veeleer de verstrekker dan wel de trekker zou dienen te worden gecontroleerd door de voogdijoverheid. Waarop gerepliceerd werd dat die voogdijmogelijkheid gehandhaafd blijft. Op de vraag van een lid hieromtrent bevestigde de minister formeel dat aan de thans bestaande voogdijregeling over de ondergeschikte besturen absoluut niet wordt geraakt. Om dit nog sterker te beklemtonen diende hij een amendement in bij artikel 6 waardoor mogelijke verwarring omtrent een eventuele gelijktijdigheid van controle door de verstrekker en zijn voogdijoverheid zou kunnen worden voorkomen.

Bij de vraag of een « bijdrage » al dan niet onder toepassing van deze wet zou vallen, was reeds door de minister verduidelijkt dat slechts in twee gevallen de wet niet van toepassing zou zijn, namelijk zo de toelagen niet toegekend worden ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten of zo de akte niet unilateraal is. Wat er dan meteen op wijst dat de zogenaamde « bijdragen », te beschouwen als een vergoeding voor geleverde diensten, inderdaad niet binnen het toepassingsgebied van deze wet vallen.

Artikel 9 van het ontwerp lokte breedvoerige commentaar uit. Een aantal commissarissen ging ervan uit dat de bepalingen van dit artikel aanleiding zouden kunnen geven tot willekeur bij uitsplitsing van het bedrag der toelagen tot beneden het drempelbedrag of bij de beslissing van een ondergeschikt bestuur om al dan niet controle uit

te oefenen, door zij het al te enge of al te ruime toepassing van de uitzonderingsmogelijkheden.

Een lid stelde zelfs voor om artikel 9 te schrappen en geen uitzonderingen toe te laten. Terwijl een amendement van een senator ertoe strekte in elk geval de dwingende bepalingen van de artikelen 3, 4 en 7 in alle gevallen onverminderd verplicht op te leggen, ook bij uitzonderingsmaatregelen welke door de verstrekkers van toelagen zouden worden toegestaan.

De commissie hechtte tenslotte haar goedkeuring aan een amendement waarbij het drempelbedrag van 250 000 frank, beneden hetwelk de wet niet van toepassing zou kunnen zijn, verlaagd werd tot 50 000 frank.

Een compromisvoorstel van de regering om ook bij eventuele uitzonderingsmaatregel de verplichtingen vastgesteld in de artikelen 3 en 7, eerste lid, 1°, onverminderd te handhaven ten opzichte van de verlening van toelagen, de controle op de besteding ervan, evenals de eventuele sanctiëring werd eveneens door de commissie goedgekeurd.

Het aldus geamendeerd ontwerp werd in de commissie goedgekeurd met elf stemmen tegen één bij twee onthoudingen. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Geldolf.

De heer Geldolf. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, collega's, het verslag vermeldt dat het werd goedgekeurd met elf stemmen bij één onthouding. Die onthouding was van mij. Ze hield geen afkeuring van het verslag in maar betrof de omstandigheden waarin wij het verslag hebben moeten goedkeuren.

Het was een mondeling verslag en op het ogenblik dat men ons over het verslag deed stemmen, vergaderden wij in de speciale commissie. Toen wij de commissie vervoegden voor die stemming, was het mondeling verslag reeds voorgelezen. Daarom heb ik voorbehoud gemaakt.

De rapporteur, de heer Van Herreweghe, heeft mij daarna gevraagd het verslag nog eens na te lezen opdat ik zou kunnen vaststellen dat mijn opmerkingen erin opgenomen waren.

Ik wens evenwel dat over één punt duidelijkheid wordt geschapen. Het betreft de voorlaatste alinea van bladzijde 4 van het verslag. Voor een buitenstaander is die tekst totaal onbegrijpelijk. Men heeft het in diezelfde alinea over het Abos en over de Schoolpactcommissie. Niemand kan begrijpen waarover het gaat.

De heer Van Herreweghe. — U heeft gesproken in de commissie over de Schoolpactcommissie, maar niemand heeft begrepen wat u juist bedoelde.

De heer Geldolf. — Ik zal het uitleggen. U zult toegeven dat de omstandigheden waarin we in de commissie hebben beraadslaagd niet ideaal waren om een debat te voeren. De ene keer vergaderden drie commissies gelijktijdig en een andere keer waren alleen ambtenaren en geen minister in de commissie aanwezig.

In de voorlaatste alinea van pagina 4, zoals ik reeds zei, wordt gesproken over Abos.

Een aantal leden waren van mening dat de gemeenten met het oprichten van VZW's te ver gaan. Daarop moet volgens hen een rem worden gezet. Ik heb dan aangetoond dat in bepaalde omstandigheden de gemeenten wel verplicht zijn een VZW op te richten. Zo is de stad Antwerpen verplicht geweest de VZW Avos — Antwerpse vereniging voor ontwikkelingssamenwerking — op te richten omdat Abos subsidies geeft, onder andere, voor stages in het onderwijs van, bijvoorbeeld, Nigerianen of Cubanen. Om die subsidies van Abos die niet aan een gemeentebestuur mogen worden gegeven, te kunnen ontvangen, is men verplicht een VZW op te richten, in dit geval Avos.

Dat is de uitleg over het eerste deel van de voorlaatste alinea van pagina 4. Dat heeft helemaal niets te maken met de Nationale Schoolpactcommissie. Toen ik over de Nationale Schoolpactcommissie heb gesproken, had ik het over het lidmaatschap van bepaalde verenigingen. Er waren zekere contradicties in de commentaar bij de artikelen en de uiteindelijke uitleg die door de ambtenaren van de minister in de commissie werd gegeven. Wij hebben gevraagd of een lidmaatschap moet worden beschouwd als een subsidie. Ik heb twee concrete voorbeelden gegeven waarop ik dadelijk nog terugkom. Ik heb gevraagd of het lidmaatschap van Cono — Commissie van officieel neutraal onderwijs — valt onder de toepassing van de bepalingen van het ontwerp van wet. Mocht dat het geval zijn, dan zou zulks aanleiding kunnen geven tot een conflictsituatie die kan

gaan tot in de Nationale Schoolpactcommissie. In die zin kwam de Nationale Schoolpactcommissie ter sprake.

Tot daar mijn opmerkingen over het verslag dat voor de rest uitstekend is en waarmee ik de heer Van Herreweghe feliciteer.

Ik kom nu tot het inhoudelijke van het ontwerp van wet. Eerst enkele woorden over de memorie van toelichting.

Wat ik nu ga zeggen, staat wel in het verslag maar ik wens het nog even te onderstrepen. Er wordt in het ontwerp wel gezegd dat er niet zal worden geraakt aan de gemeentelijke autonomie, maar dit is slechts het geval nadat de regering een amendement op artikel 6 heeft ingediend. Wij appreciëren dat, maar door de oorspronkelijke tekst van artikel 6 werd de gemeentelijke autonomie wel aangetast. In de memorie van toelichting zijn daarvan sporen terug te vinden.

Hoewel wij in de commissie hebben gevraagd wat de betekenis is van de eerste zin van de memorie van toelichting, hebben wij er nooit een duidelijk antwoord op gekregen. Die zin luidt: «Sinds jaren kan worden geconstateerd dat publiekrechtelijke rechtspersonen, andere dan de Staat, zich niet meer houden aan het volbrengen van de functies die traditioneel tot hun bevoegdheid behoren en steeds meer in het economisch, cultureel en sociaal leven van het land ingrijpen».

Wie of wat werd of wordt gevisieerd door deze alinea?

Ook de voorlaatste alinea op pagina 2 van de memorie van toelichting is ons niet helemaal duidelijk. Hij luidt: «Het is duidelijk dat dit ontwerp van wet slechts een technisch karakter heeft. Immers, het raakt geenszins aan de structuren, aan de organisatie en aan het beheer van de rechtspersonen die toelagen trekken.»

Een regel verder zegt men dan echter: «Tenslotte heeft de regering dit ontwerp van wet derwijze opgevat dat het een bijzonder passend en doeltreffend middel is om het oogmerk inzake begrotingsevenwicht te bereiken.»

Hoe kan men nu enerzijds, zeggen dat iets een technisch karakter heeft en anderzijds, een regel verder verklaren dat het een louter politiek doel heeft, namelijk het begrotingsevenwicht van de gemeenten te bereiken. Dat lijkt ons nogal contradictorisch. Samen met die inleiding en gekoppeld aan het aanvankelijk artikel 6, geeft ons dit de indruk dat het hier eigenlijk wel ging over een beperking van de gemeentelijke autonomie.

Mijnheer de minister, ik kom nu tot een zeer concrete vraag, die is ingegeven door de contradicties die wij vinden in de commentaar bij de artikelen. Op bladzijde 3, laatste lid, bij artikel 2, lezen wij: «Onder toelage moet dus worden verstaan elke tegemoetkoming, dotatie of bijdrage, ...» In de Franse tekst wordt gesproken van «cotisation». Dat lijkt mij toch zeer duidelijk. Uw ambtenaren hebben in de commissie het tegengestelde verklaard. Dat vindt u terug in het verslag van de heer Van Herreweghe die er zoëven nog heeft op gewezen. Op bladzijde 5 van dit verslag, eerste alinea, lezen wij: «Slechts in twee gevallen is de wet niet van toepassing, namelijk zo de toelagen niet toegekend worden ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten of zo de akte niet unilateraal is. Wat er dan meteen op wijst dat de zogenaamde «bijdragen»...» — in het Frans is het meer «cotisations» — «... inderdaad niet binnen het toepassingsgebied van dit ontwerp vallen.»

Mijn vraag is: Wat heeft nu kracht van wet? De commentaar bij artikel 2 of de passus van het verslag gesteund op verklaringen van uw ambtenaren? Het lijkt mij absoluut nodig dat de minister op de tribune hierop formeel antwoordt.

Ik zal mijn vraag nog preciseren met betrekking tot twee voorbeelden. Ten eerste, is dit ontwerp van toepassing op bijvoorbeeld, de gemeentelijke bijdrage voor de Bond van steden en gemeenten? Ten tweede, is het toepasselijk op de gemeentelijke bijdragen voor Cono.

Het al of niet aannemen van het ontwerp door onze fractie zal van een duidelijke verklaring hieromtrent afhangen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Nothomb, Vice-Premier ministre.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, mesdames, messieurs, je remercie M. van Herreweghe pour l'excellent rapport qu'il a fait d'une discussion fort intéressante que nous avons eue en commission et qui a permis d'améliorer le texte déposé par le gouvernement. Je me permets de souligner ce fait: Il s'agit-là d'un excellent travail parlementaire.

Vous savez que ce projet était nécessaire; depuis très longtemps, la Cour des comptes réclamait un projet tel que celui-ci. Des propositions de loi avaient été déposées et le gouvernement avait élaboré un projet de loi à l'initiative de M. Boel. Il est donc clair que la matière devait nécessairement être traitée.

Je voudrais également souligner — et je réponds à M. Geldolf — qu'une modification par amendement est intervenue en commission en ce qui concerne l'article 6 du projet d'où a été retirée la disposition qui permettait aux autorités investies de la tutelle administrative en matière de comptes à l'égard des pouvoirs locaux de faire procéder, sur place, au contrôle de l'emploi de la subvention accordée.

A l'occasion de mon commentaire à propos de cet article 6, je me permets d'explicitier l'amendement que j'ai déposé et qui se trouve sur vos bancs: Il n'est que la conséquence de l'amendement adopté en commission. En effet, en commission, nous avons supprimé à l'alinéa premier cette référence à l'autorité de tutelle, mais nous avons omis de la supprimer à l'alinéa 2. Il s'agit donc moins d'un amendement proprement dit que d'une correction technique. C'était la logique même de supprimer cette référence également au deuxième alinéa.

Je tiens à insister sur le fait que l'esprit de ce projet est bien de donner un moyen supplémentaire à la démocratie locale, à l'ensemble des pouvoirs subordonnés, de renforcer le contrôle sur les subventions qu'ils accordent.

Si l'exposé des motifs — M. Van Herreweghe l'a repris en liminaire de son rapport — fait état de nouvelles activités économiques, sociales et culturelles que développent les pouvoirs locaux, ce n'est pas pour les critiquer: au contraire, certaines activités n'avaient pas été prévues dans la codification originale de la manière dont s'exerçait le contrôle démocratique sur les dépenses des communes et autres pouvoirs locaux. Renforcer la procédure de contrôle sur les subventions accordées pour ces activités économiques, sociales et culturelles est dans la ligne du renforcement de la démocratie locale. Tel est le seul but du projet.

J'ai souligné en commission, et je le répète en séance publique, que les pouvoirs du ministre de l'Intérieur ou de la tutelle ne sont nullement renforcés par ce projet, mais bien ceux des entités locales.

En ce qui concerne les questions que m'a posées M. Geldolf, je confirme les réponses qui ont été données par moi-même ou en mon nom en commission. Je tâcherai, à présent, de répondre à plusieurs questions de détail.

Les cotisations payées par une commune à une institution déterminée tombent-elles dans le champ d'application du projet de loi?

Tout dépend de l'importance de la cotisation. En effet, le projet prévoit pour les subventions d'un montant inférieur à un million, accordées par le conseil communal, que ce dernier reste juge de l'application des contrôles prévus par la loi. Pour toutes les cotisations inférieures à un million, il appartient au conseil communal de décider s'il faut ou non se référer à la réglementation en vigueur. Le problème ne se poserait dès lors que pour les cotisations supérieures à un million.

Pour répondre à la question, il conviendrait de déterminer si la cotisation correspond à la définition de la subvention donnée à l'article 2 du projet de loi. Ne rentrerait pas dans le champ d'application de la loi une cotisation versée contractuellement. Cela signifie que la cotisation versée à l'Union des villes et communes ne tombe pas sous l'application de la loi parce qu'il s'agit, je le répète, d'une cotisation versée contractuellement. Je suppose d'ailleurs qu'en pratique aucune de nos communes ne verse une subvention de plus d'un million à l'Union des villes et communes et ne pourrait donc être dispensée de respecter les obligations prévues par le présent projet de loi.

En ce qui concerne l'exemple relatif à l'AGCD, il est évident que si cette institution a prévu des règles pour l'octroi de subventions et que la commune s'applique...

M. Geldolf. — Je n'ai pas parlé de l'AGCD, mais du CPONS.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Vous avez parlé de l'Abos et du CPONS *in fine*. La réponse que je donne pour le CPONS est semblable à celle qui vise l'Union des villes.

M. Geldolf. — L'autre est politiquement beaucoup plus délicate. Il s'agit, en effet, de la défense de l'enseignement officiel. J'ai demandé si les subsides ou cotisations au CPONS tombaient ou non sous l'application de la loi. J'ai d'ailleurs déjà posé cette question en

commission et je souhaiterais obtenir maintenant une réponse définitive.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je viens de vous répondre. Comme pour l'Union des villes et communes, si la cotisation est contractuelle, je réponds négativement; par contre, s'il s'agit d'une subvention, je réponds affirmativement.

M. Geldolf. — Nous sommes encore en pleine ambiguïté. Je vous demande de me répondre par oui ou par non.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Il faudrait examiner la nature des cotisations de la ville concernée au CPONS. Je ne puis répondre *ex cathedra*. Je suppose que la ville en question — j'ignore de laquelle il s'agit — ne verse pas une cotisation de plus d'un million au CPONS.

Dès l'instant où la commune détermine contractuellement qu'elle va verser une cotisation, elle peut ou non faire usage des dispositions prévues dans le présent projet de loi. S'il s'agit, et je pense que c'est le cas, d'une cotisation inférieure à un million...

M. Geldolf. — Il s'agit d'autant de francs par habitant. J'ignore si c'est contractuel ou non et cela ne m'intéresse d'ailleurs pas. Je demande uniquement qu'il soit répondu à la question concrète que j'ai posée.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je ne puis *ex abrupto* apprécier la nature d'une subvention ou d'une cotisation payée par une ville déterminée.

M. Geldolf. — J'ai posé cette question il y a près de quatre semaines en commission. Vous avez donc eu tout le temps de préparer votre réponse, monsieur le ministre.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je n'ai trouvé nulle trace d'une question relative à une ville déterminée. Vous avez parlé des cotisations et je crois vous avoir répondu sur ce point.

M. Geldolf. — Il ne s'agit pas d'une ville déterminée, mais de Gand, d'Anvers, de Malines et d'un certain nombre d'autres communes; il n'y a pas qu'un exemple. Cela vaut d'ailleurs également pour Liège et Bruxelles; certaines provinces cotisent même à cet effet.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — S'il s'agit d'une cotisation inférieure à un million versée à un organisme et destinée à le faire vivre, la commune peut décider qu'elle n'est pas soumise à la présente réglementation.

M. Geldolf. — S'il s'agit, par exemple, d'une ville de 500 000 habitants, à raison de 2 francs ou de 2,5 francs par habitant, nous obtenons un montant supérieur à un million.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — S'il s'agit d'une cotisation versée par toutes les communes affiliées à l'institution que vous visez, c'est une intervention dans les frais de fonctionnement, me semble-t-il, et non une subvention.

M. Geldolf. — « Il vous semble », dites-vous, tout en renforçant ces mots par des signes de doute. Cela ne ferait certainement pas preuve en justice!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Vous m'avez posé une question relative aux cotisations *in abstracto* et une autre relative à deux catégories bien précises de cotisations.

J'ai une vision claire de ce qu'est la cotisation à l'Union des villes et des communes, à savoir une cotisation contractuelle qui ne donne donc pas lieu à contrôle.

Dans le cas particulier que vous soulevez, s'il s'agit d'une subvention spécifique destinée à des buts économiques sociaux ou culturels dans cette ville, elle sera soumise au contrôle prévu par les dispositions du présent projet de loi. Il me semble que ma réponse est suffisamment précise.

M. Geldolf. — Serait-ce trop demander qu'avant le vote définitif, vous répondiez par oui ou par non? Ce n'est pourtant pas difficile!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je me refuse à répondre maintenant par oui ou par non. Je répète à nouveau qu'une cotisation contractuelle versée par toutes les communes qui adhèrent à l'institution, cotisation qui permet de faire fonctionner cet organisme, n'est pas une subvention, mais que si cette cotisation permet à la commune intéressée de rendre des services de nature culturelle, économique ou sociale, il s'agit d'une subvention et que, dès lors, le conseil communal peut faire usage des dispositions prévues dans le projet de loi. Je me refuse à répondre de manière plus précise. D'ailleurs, vous devez avoir ainsi tous vos apaisements.

M. Geldolf. — Moins que jamais !

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Voilà, monsieur le Président, mesdames, messieurs, les réponses que je tenais à faire aux questions précises posées par M. Geldolf.

Permettez-moi de souligner, comme je l'ai fait en commission, que ce projet de loi est l'aboutissement d'un long processus qui permettra aux pouvoirs locaux de contrôler toutes les subventions, tout comme l'arrêté n° 5 du 18 avril 1967 permet de contrôler les subventions accordées directement ou indirectement par l'Etat ou par une personne morale subventionnée par l'Etat.

Le projet harmonise donc le contrôle des subventions publiques, qu'elles soient distribuées par le pouvoir national ou par les pouvoirs locaux. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

Il conviendra sans doute au Sénat de prendre comme base de la discussion le texte proposé par la commission?

Ik stel de Senaat voor de tekst aangenomen door de commissie als basis te nemen voor de bespreking. (*Instemming.*)

Il en est ainsi décidé.

Aldus is beslist.

Artikel 1 luidt:

Artikel 1. Deze wet is van toepassing op elke toelage verleend door:

1° De provincies, de gemeenten, de instellingen van provinciaal of gemeentelijk belang die rechtspersoonlijkheid bezitten, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de commissies voor de cultuur, de verenigingen van provincies en de verenigingen van gemeenten;

2° De rechtstreeks of onrechtstreeks door een van de in 1° bedoelde verstrekkers gesubsidieerde rechtspersonen of natuurlijke personen.

Article 1^{er}. La présente loi s'applique à toute subvention accordée par:

1° Les provinces, les communes, les établissements d'intérêt provincial ou communal dotés de la personnalité juridique, les agglomérations, les fédérations de communes, les commissions de la culture, les associations de provinces et les associations de communes;

2° Les personnes morales ou physiques subventionnées directement ou indirectement par l'un des dispensateurs visés au 1°.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. Onder toelage in de zin van deze wet dient te worden verstaan elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten, maar met uitsluiting van de prijzen die aan geleerden en kunstenaars voor hun werken worden verleend.

Art. 2. Par subvention, il y a lieu d'entendre, au sens de la présente loi, toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées, en vue de promouvoir

des activités utiles à l'intérêt général, à l'exclusion toutefois des prix décernés aux savants et aux artistes pour leurs œuvres.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Ieder trekker van een toelage verleend door een van de in artikel 1 bedoelde verstrekkers moet de toelage gebruiken voor het doel waarvoor zij is toegekend en moet, tenzij hij er door of krachtens de wet van vrijgesteld is, het gebruik ervan rechtvaardigen.

Art. 3. Tout bénéficiaire d'une subvention accordée par l'un des dispensateurs visés à l'article 1^{er} doit l'utiliser aux fins pour lesquelles elle a été octroyée et, à moins d'en être dispensé par la loi ou en vertu de celle-ci, doit justifier son emploi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. Behoudens in de gevallen dat een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, moet elke beslissing tot verlening van een toelage de aard, de omvang en de aanwendingsvoorwaarden ervan bepalen en tevens vermelden welke verantwoording van de toelagetrekker wordt geëist alsook, in voorkomend geval, de termijn waarbinnen die verantwoording dient te worden overgelegd.

Art. 4. Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision qui attribue une subvention doit en préciser la nature, l'étendue, les conditions d'utilisation et prévoir les justifications exigées du bénéficiaire ainsi que, s'il y échet, les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. § 1. Onverminderd artikel 4, moet ieder rechtspersoon die, zelfs onrechtstreeks, een toelage heeft gekregen van een van de in artikel 1, 1°, bedoelde verstrekkers, elk jaar zijn balans en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker bezorgen.

§ 2. Ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt bij een van de in artikel 1, 1°, bedoelde verstrekkers, moet zijn balans en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand bij zijn aanvraag voegen.

§ 3. Dit artikel is niet toepasselijk op de toelagen die luidens een wettelijke bepaling verplicht ten laste zijn van de begroting van een in artikel 1, 1°, bedoelde verstrekker.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 4, toute personne morale qui a bénéficié, même indirectement, d'une subvention d'un des dispensateurs visés à l'article 1^{er}, 1°, doit, chaque année, transmettre au dispensateur ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

§ 2. Toute personne morale qui demande une subvention à l'un des dispensateurs visés à l'article 1^{er}, 1°, doit joindre à sa demande ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

§ 3. Le présent article n'est pas applicable aux subventions qu'une disposition légale met obligatoirement à charge du budget de l'un des dispensateurs visés à l'article 1^{er}, 1°.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 6 luidt:

Art. 6. Ieder verstrekker heeft het recht om ter plaatse de aanwending van de verleende toelage te doen controleren.

Wanneer de trekker van een toelage deze heeft ontvangen van een natuurlijke of een rechtspersoon, die ze zelf heeft ontvangen van een van de in artikel 1, 1°, bedoelde verstrekkers, hebben dezen alsmede de in het eerste lid bedoelde toezien overheden het recht om de in het eerste lid vermelde controle uit te oefenen.

Art. 6. Tout dispensateur a le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi de la subvention accordée.

Lorsque le bénéficiaire d'une subvention l'a reçue d'une personne physique ou morale qui elle-même la tenait d'un des dispensateurs visés à l'article 1^{er}, 1°, ceux-ci, de même que les autorités de tutelle

visées à l'alinéa 1^{er}, ont le droit d'exercer le contrôle prévu à l'alinéa 1^{er}.

Le gouvernement présente l'amendement que voici :

Art. 6. Au deuxième alinéa de cet article supprimer les mots « , de même que les autorités de tutelle visées à l'alinéa 1^{er}, ».

Art. 6. In het tweede lid van dit artikel de woorden « alsmede de in het eerste lid bedoelde toezienende overheden », schrappen.

Je propose de réserver à cet après-midi le vote sur l'amendement du gouvernement et sur l'article 6 auquel il se rattache.

Ik stel voor deze namiddag te stemmen over het amendement van de regering en over artikel 6 waarop het betrekking heeft. (Instemming.)

Artikel 7 luidt :

Art. 7. Onverminderd de ontbindende bepalingen waaraan de toelage is onderworpen, is de toelagetrekker gehouden de toelagen terug te betalen in de volgende gevallen :

1^o Als hij de toelage niet aanwendt voor het doel waarvoor zij hem werd toegekend;

2^o Als hij een van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde verantwoordingen niet verstrekt;

3^o Als hij zich verzet tegen de uitoefening van de controle bedoeld in artikel 6.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 2^o, moet de toelagetrekker evenwel slechts het deel van de toelage dat niet is verantwoord terugbetalen.

De publiekrechtelijke rechtspersonen die bevoegd zijn tot het heffen van directe belastingen, kunnen de terugvorderbare toelagen bij dwangbevel verhalen. Het dwangbevel wordt uitgegeven door de rekenplichtige die met de terugvordering is belast. Het wordt uitvoerbaar verklaard door de administratieve overheid die bevoegd is om het kohier van de respectieve directe belastingen van die publiekrechtelijke rechtspersonen uitvoerbaar te verklaren.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions résolutives auxquelles la subvention est soumise, le bénéficiaire est tenu de restituer celle-ci dans les cas suivants :

1^o Lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle lui a été accordée;

2^o Lorsqu'il ne fournit pas l'une des justifications visées aux articles 4 et 5;

3^o Lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle visé à l'article 6.

Toutefois, dans le cas prévu à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le bénéficiaire ne doit restituer que la partie de la subvention qui n'est pas justifiée.

Les personnes morales de droit public qui ont le pouvoir d'établir des impositions directes sont autorisées à recouvrer par voie de contrainte les subventions sujettes à restitution. La contrainte est décernée par le comptable chargé du recouvrement. Elle est rendue exécutoire par l'autorité administrative habilitée à rendre exécutoire le rôle des impositions directes respectives desdites personnes morales de droit public.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. De toekenning van toelagen wordt opgeschort zolang de toelagetrekker voor voorheen ontvangen toelagen de in de artikelen 4 en 5 bedoelde verantwoordingen niet verstrekt of zolang hij zich verzet tegen de uitoefening van de in artikel 6 bedoelde controle.

Wordt een toelage per tranches uitgekeerd, dan wordt elke tranche voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke bijlage beschouwd.

Art. 8. Il est sursis à l'octroi de subventions aussi longtemps que, pour des subventions reçues précédemment, le bénéficiaire ne produit pas les justifications visées aux articles 4 et 5 ou s'oppose à l'exercice du contrôle prévu par l'article 6.

Lorsqu'une subvention est allouée par fractions, chacune de celles-ci est considérée comme une subvention distincte pour l'application du présent article.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. Deze wet is niet van toepassing op de toelagen met een waarde lager dan 50 000 frank verleend door de in artikel 1, 1^o, bedoelde verstrekkers, behalve dat dezen het recht hebben om aan de trekkers van die toelagen de door deze wet voorgeschreven verplichtingen geheel of gedeeltelijk op te leggen onverminderd de verplichtingen volgend uit de bepalingen van de artikelen 3 en 7, eerste lid, 1^o, die in elk geval dwingend zijn.

Voor de toelagen met een waarde tussen 50 000 frank en 1 000 000 frank, kunnen de in artikel 1, 1^o, bedoelde verstrekkers de trekker geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de door deze wet voorgeschreven verplichtingen zonder dat deze laatste evenwel ontslagen kan worden van de verplichtingen volgend uit de bepalingen van de artikelen 3 en 7, eerste lid, 1^o.

Art. 9. La présente loi n'est pas applicable aux subventions d'une valeur inférieure à 50 000 francs accordées par les dispensateurs visés à l'article 1^{er}, 1^o, sauf à eux le droit d'imposer aux bénéficiaires de ces subventions tout ou partie des obligations prévues par la présente loi, sans préjudice des obligations résultant des dispositions des articles 3 et 7, alinéa 1^{er}, 1^o, qui s'imposent en tout cas.

Pour les subventions d'une valeur comprise entre 50 000 francs et 1 000 000 de francs, les dispensateurs visés à l'article 1^{er}, 1^o, peuvent exonérer le bénéficiaire de tout ou partie des obligations prévues par la présente loi, sans que ce dernier puisse cependant être dispensé des obligations résultant des dispositions des articles 3 et 7, alinéa 1^{er}, 1^o.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. Deze wet is van toepassing op de toelagen die uitgekeerd worden vanaf 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, ongeacht de datum waarop de toelagen verleend of toegezegd zijn.

Art. 10. La présente loi est applicable aux subventions payées à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle elle aura été publiée au *Moniteur belge*, sans égard à la date de l'octroi ou de la promesse de ces subventions.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé cet après-midi au vote sur les amendements et article réservés, ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen deze namiddag over het aangehouden amendement, over het aangehouden artikel en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET TOT INDELING OVER DE KIESARRONDISSEMENTEN VAN DE ZETELS VAN DE SENATOREN DIE RECHTSTREEKS DOOR HET KIEZERSKORPS WORDEN GEKOZEN EN TOT VASTSTELLING VAN HET GETAL DER SENATOREN DIE DOOR DE PROVINCIERADEN EN DOOR DE SENAAT WORDEN GEKOZEN, OVEREENKOMSTIG DE UITSLAGEN VAN DE ALGEMENE VOLKSTELLING VAN 1 MAART 1981

Algemene beraadslaging en stemming over artikelen

PROJET DE LOI PORTANT REPARTITION DES SIEGES DES SENATEURS ELUS DIRECTEMENT PAR LE CORPS ELECTORAL ENTRE LES ARRONDISSEMENTS ELECTORAUX ET FIXANT LE NOMBRE DE SENATEURS ELUS PAR LES CONSEILS PROVINCIAUX ET PAR LE SENAT, CONFORMEMENT AUX RESULTATS DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION DU 1^{er} MARS 1981

Discussion générale et vote d'articles

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van wet tot indeling over de kiesarrondissementen van de zetels van de senatoren.

Nous abordons l'examen du projet de loi portant répartition des sièges des sénateurs.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Van Herreweghe, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, artikel 53 van de Grondwet bepaalt dat de Senaat samengesteld wordt uit: de leden rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen en waarvan het aantal in verhouding staat tot de bevolking van elke provincie; de provinciale senatoren, verkozen door de provincieraden in verhouding van één senator per 200 000 inwoners, elk overschot van 125 000 inwoners recht gevend op een senator meer, maar rekening houdend met het feit dat in elke provincie minstens drie provinciale senatoren worden verkozen; de leden verkozen door de Senaat zelf, de gecoöpteerde senatoren, de helft van het aantal provinciale senatoren zijnde.

In het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1982 werd de uitslag gepubliceerd van de algemene volkstelling de dato 1 maart 1981. Deze uitslag geeft aanleiding tot aanpassing van het aantal zetels in de Senaat.

Het aantal volksvertegenwoordigers op 212 gehandhaafd zijnde, blijft het aantal van de rechtstreeks gekozen senatoren, zijnde de helft van het aantal volksvertegenwoordigers, ongewijzigd op 106. De verdeling over de provincies wordt echter wel beïnvloed. Het arrondissement Brussel krijgt 16 zetels in plaats van 17 of 1 minder; het arrondissement Leuven 5 in plaats van 4 of 1 meer; het arrondissement Charleroi-Thuin 6 in plaats van 7 of 1 minder; het arrondissement Hasselt-Tongeren-Maastricht 8 in plaats van 7 of 1 meer. Dit betekent een senator minder voor het Waalse Gewest, twee meer voor het Vlaamse Gewest en een minder voor Brussel. Het aantal provinciale senatoren stijgt van 50 naar 51. De provincie Oost-Vlaanderen krijgt er een meer. Hierdoor moet het aantal gecoöpteerde senatoren worden aangepast en worden dit er 26 in plaats van 25 of eveneens één meer.

Aldus zou bij de eerstvolgende vernieuwing van de Senaat het aantal senatoren worden gebracht op 183 in plaats van 181, de enige senator van rechtswege bij deze verdeling buiten beschouwing gelaten.

De volledige verdeling per gewest zou luiden: 106 rechtstreeks verkozen senatoren, waarvan 55 voor het Vlaamse Gewest, 35 voor het Waalse Gewest en 16 voor Brussel; 51 provinciale senatoren, waarvan 23 voor het Vlaamse Gewest, 17 voor het Waalse Gewest en voor Brabant 11; 26 gecoöpteerde senatoren.

Ten gronde werden in de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden geen fundamentele opmerkingen over dit ontwerp van wet nr. 498 gemaakt. Wel brachten een aantal commissieleden hun bezorgdheid tot uiting onder meer betreffende een juridisch vacuüm dat zou kunnen ontstaan bij eventuele vacatures in de periode tussen de dag van goedkeuring van de artikelen 4 en 5 zoals die aanvankelijk in het ontwerp waren opgevat, en de datum van de daarop volgende verkiezingen. De Raad van State maakte ter zake nochtans geen opmerkingen; en de commissieleden stelden vast dat met opmerkingen, die toch werden gemaakt, in de definitieve tekst van het ontwerp wel degelijk rekening werd gehouden.

Hoewel de minister van oordeel was dat ook in dat verband de desbetreffende bepalingen van het Kieswetboek van kracht blijven en dus een vacuüm zou kunnen worden voorkomen, stemde de commissie in met zijn amendement om de nieuwe indeling van de senaatszetels toepasselijk te maken bij de eerstvolgende vernieuwing van de Senaat.

Waar bij sommige commissieleden twijfel bestond over de al dan niet noodzakelijkheid in de artikelen 2 en 3 van het ontwerp te legiferen betreffende de vaststelling van het aantal provinciale en gecoöpteerde senatoren, en hoewel niet kon worden verwezen naar desbetreffende precedënten, viel de commissie toch het standpunt van de minister bij ten einde de rechtszekerheid volkomen te vrijwaren.

Weliswaar werd nog betreurd dat naar aanleiding van dit wetsontwerp niet voorzien werd in de dwingende vervanging van een ontslagnemend of overleden provinciaal senator door een opvolger van dezelfde politieke fractie, maar geoordeeld werd dat dit probleem aanleiding zou geven tot aanpassing van de kieswetgeving en het niet passend zou zijn de oplossing daarvan te integreren in een ontwerp met louter technisch-rekenkundige strekking.

De commissie heeft de door de regering geamendeerde tekst van het ontwerp, op één onthouding na, met eenparigheid aangenomen.

Verwacht wordt dat de Senaat dit standpunt van de commissie zal bijvallen.

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, le rapport de la commission est particulièrement clair. Il semble toutefois qu'un problème n'ait pas été évoqué au cours des travaux de cette commission, à savoir le regroupement d'un certain nombre d'arrondissements.

Vous le savez, certains arrondissements sont regroupés de manière qu'ils puissent élire au moins deux sénateurs ou deux députés. Du fait de l'évolution de la population au cours des ans, on s'aperçoit que certains arrondissements, traditionnellement liés pour que la proportionnalité puisse jouer, comptent tellement d'électeurs que leur regroupement se révèle désormais inutile.

C'est le cas de Turnhout-Malines — je vais les citer tous pour qu'on ne me reproche pas de viser tel arrondissement plutôt que tel autre — dont l'un compte 360 000 habitants et l'autre 292 000. Ils peuvent donc élire chacun au moins trois sénateurs. Dès lors, on ne voit pas pourquoi il faudrait les laisser groupés.

Le même cas se présente, dans une moindre mesure, entre Mons et Soignies — je ne citerai pas les chiffres; car ils figurent en annexe du rapport —, entre Charleroi et Thuin, entre Hasselt et Tongres, exemple typique car ces deux arrondissements groupés représentent plus de 700 000 habitants, chacun comptant un peu plus de 350 000 électeurs. Cette situation se répète pour Namur et Dinant-Philippeville, ainsi que pour Saint-Nicolas et Termonde.

Si l'on veut vraiment faire œuvre utile et retrouver le sens profond de la loi électorale et de la proportionnalité, il convient de découpler un certain nombre d'arrondissements, partout où il est possible d'élire au minimum deux, voire trois sénateurs. Une telle opération n'est pas neutre. En effet, le calcul mathématique des arrondissements découplés, pour autant que chacun ait au moins deux sénateurs, aboutit au résultat suivant: un sénateur de moins à Louvain; un de plus à Charleroi-Thuin; un de moins à Liège; un de plus à Dinant-Philippeville-Namur, ce qui fait basculer un siège de la Région flamande à la Région wallonne par rapport au projet actuel.

On s'aperçoit, si l'on établit les calculs représentant le nombre d'électeurs par siège, que cette formule aboutit en fait à un meilleur équilibre.

Cette question méritait d'être évoquée et cet aspect des choses devrait entraîner un réexamen du projet d'autant qu'il n'y a pas urgence à le voter. Il conviendrait dès lors de le renvoyer en commission pour y examiner des points qui ne l'ont pas été lors des travaux précédents.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, geachte collega's, bij de bespreking van een ontwerp dat eigenlijk de logica zelf is en waarover gelukkig zoals in vroegere tijden niet erg meer moet worden gediscussieerd, aangezien er ondertussen een Grondwet is gekomen met grendels, wil ik toch in het bijzonder naar aanleiding van het amendement van de regering, erop wijzen dat de leden van de commissie voor de Binnenlandse Zaken afwezig zijn omdat zij op studiereis zijn.

Bij de laatste bespreking in de commissie werd door collega Vandezande terecht vastgesteld dat er een aanpassing moest gebeuren opdat deze wet bij de komende verkiezingen zou kunnen worden uitgevoerd. Hij stelde een tekstwijziging voor, die hij mij als amendement ter hand had gesteld. De snelheid van minister Nothomb was echter zo groot dat de tekst van zijn amendement letterlijk overeenkomt met die van de heer Vandezande. Terwijl onze collega's van de commissie voor de Binnenlandse Zaken zich koesteren in de middernachtszon in Zweden, leg ik de nadruk op deze zeldzame eensgezindheid tussen minister Nothomb en de heer Vandezande. Het is spijtig dat hij niet kon aanwezig zijn om deze roerende eensgezindheid vast te stellen.

M. le Président. — La parole est à M. André.

M. André. — C'est tout à fait exact, M. Vandezande a formulé cette remarque en commission de l'Intérieur. Il convient d'ajouter que la commission a demandé au gouvernement de déposer l'amendement. Rien n'a été mal fait et je rends hommage à M. Vandezande, en précisant qu'on ne lui a pas « volé » son amendement.

De heer Luyten. — De heer Vandezande had mij de tekst bezorgd.

Ik stel vast dat de snelheid van de regering zo groot was en de eensgezindheid letterlijk, dat ik dit in afwezigheid van de heer Vandezande met vreugde vermeld.

M. André. — Il avait marqué son accord pour que ce soit le gouvernement qui propose cet amendement.

De heer Luyten. — Eensgezindheid tussen minister Nothomb en de heer Vandezande is te zeldzaam om onvermeld te laten.

De heer Van Herreweghe. — En zij was tijdens de vergadering van de commissie reeds opvallend.

M. le Président. — La parole est à M. Nothomb, Vice-Premier ministre.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — La discussion qui vient d'avoir lieu n'appelle pas de la part du gouvernement de longs développements, monsieur le Président.

Le présent projet de loi a une portée strictement technique et vise comme prévu par la Constitution à adapter le nombre de sièges au dernier recensement.

La proposition de M. de Wasseige est étrangère au projet de loi, car elle vise, en dernière analyse, à modifier les limites des circonscriptions électorales alors que le présent projet tend uniquement à tirer les conséquences du recensement au 1^{er} mars 1981 en ce qui concerne la répartition des sièges des sénateurs. C'est une autre discussion. M. de Wasseige a la possibilité de déposer une proposition de loi à ce sujet.

Je signale quant au fond, mais ce n'est pas l'objet de la discussion, que si l'on scinde des arrondissements électoraux en deux, on diminue les chances de la représentation proportionnelle dans ces arrondissements, puisqu'on risque de n'avoir plus qu'un siège à pourvoir alors que pour garantir la représentation proportionnelle imposée par la Constitution, il en faut au moins deux, ce qui n'est pas une opération neutre.

En conséquence, je souhaite bonne chance à M. de Wasseige s'il dépose une proposition de loi dans ce sens.

Permettez-moi de commenter brièvement l'amendement qui est déposé par le gouvernement à la demande de la commission unanime et qui sort de la sagesse de la commission. Cet amendement vise à mieux préciser la date à laquelle cette loi doit entrer en vigueur.

Une fois de plus, monsieur le Président, je tiens à souligner la qualité du travail qui a été accompli en commission, sur un projet du gouvernement qui a été amendé, après discussion avec les sénateurs compétents.

M. le Président. — La parole est à M. Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, je constate que M. le ministre ne connaît pas bien la législation. Les arrondissements ne sont pas définis dans la loi électorale. Ils sont regroupés en vertu de ce projet qui définit le nombre de sièges. Ils ne sont pas définis dans une autre loi. Il ne s'agit pas de déposer une proposition de loi puisque c'est l'objet de notre discussion. C'est en vertu de la répartition prévue dans ce projet que des arrondissements sont regroupés, et non en vertu d'une autre loi. Donc, je le répète, c'est bien l'objet de notre discussion.

Par ailleurs, j'ai la manie des calculs. A l'aide de ma machine à calculer, j'ai refait l'addition et mon résultat ne coïncide pas avec le total du nombre d'habitants. Ou je me suis trompé, ou bien l'un des chiffres est erroné. Je présume que les chiffres n'ont pas été vérifiés en commission, mais il doit y avoir une erreur. J'ignore où cette erreur se situe, mais puisque les calculs sont basés sur des restes, cela peut avoir une influence. Je regrette d'avoir à soulever ce problème maintenant, mais il mériterait, avant d'aller plus loin dans la discussion, un examen.

M. le Président. — La parole est à M. Nothomb, Vice-Premier ministre.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, je le répète, le but du présent projet de loi est d'adapter les sièges dans les arrondissements, tels qu'ils existent, au recensement.

Les chiffres publiés — sauf erreur typographique — sont ceux du recensement lui-même. Cet après-midi, je ne manquerai pas de les vérifier dans le texte qui figure en annexe de l'exposé des motifs.

L'intervention du ministre de l'Intérieur dans cette affaire consiste à prendre les chiffres du recensement dans les arrondissements électoraux tels qu'ils existent. Je n'ai pas dit que j'avais amélioré la situation. J'ai procédé à une opération technique, telle qu'elle est prévue dans la Constitution, en adaptant la représentation des sièges dans les arrondissements existants, aux résultats donnés pour la population de ces arrondissements par le recensement général de la population.

Puisque l'honorable membre s'est donné la peine de vérifier les calculs, je les vérifierai à mon tour, et si je relève une erreur typographique, je lui soumettrai cette contre-expertise.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

Il conviendra sans doute au Sénat de prendre comme base de la discussion le texte proposé par la commission?

Il stel de Senaat voor de tekst aangenomen door de commissie als basis te nemen voor de bespreking. (*Instemming.*)

Il en est ainsi décidé.

Aldus is beslist.

Artikel een luidt:

Artikel 1. De verkiezing van de senatoren die rechtstreeks door het kiezerskorps worden gekozen, geschiedt volgens de onderstaande indelingstabel:

Provincie Antwerpen:

Arrondissement Antwerpen: 10 senatoren.

Arrondissement Mechelen-Turnhout: 7 senatoren.

Het hoofdbureau is te Mechelen gevestigd.

Provincie Brabant:

Arrondissement Brussel: 16 senatoren.

Arrondissement Leuven: 5 senatoren.

Arrondissement Nijvel: 3 senatoren.

Provincie Henegouwen:

Arrondissement Bergen-Zinnik: 5 senatoren.

Het hoofdbureau is te Bergen gevestigd.

Arrondissement Doornik-Aat-Moeskroen: 3 senatoren.

Het hoofdbureau is te Doornik gevestigd.

Arrondissement Charleroi-Thuin: 6 senatoren.

Het hoofdbureau is te Charleroi gevestigd.

Provincie Luik:

Arrondissement Luik: 7 senatoren.

Arrondissement Hoei-Borgworm: 2 senatoren.

Het hoofdbureau is te Hoei gevestigd.

Arrondissement Verviers: 3 senatoren.

Provincie Limburg:

Arrondissement Hasselt-Tongeren-Maaseik: 8 senatoren.

Het hoofdbureau is te Hasselt gevestigd.

Provincie Luxemburg:

Arrondissement Aarlen - Marche-en-Famenne - Bastenaken - Neufchâteau - Virton: 2 senatoren.

Het hoofdbureau is te Aarlen gevestigd.

Province Namen :

Arrondissement Namen-Dinant-Philippeville : 4 sénateurs.
Het hoofdbureau is te Namen gevestigd.

Province Oost-Vlaanderen :

Arrondissement Gent-Eeklo : 6 sénateurs.
Het hoofdbureau is te Gent gevestigd.
Arrondissement Sint-Niklaas-Dendermonde : 4 sénateurs.
Het hoofdbureau is te Dendermonde gevestigd.

Arrondissement Aalst-Oudenaarde : 4 sénateurs.
Het hoofdbureau is te Oudenaarde gevestigd.

Province West-Vlaanderen :

Arrondissement Brugge : 3 sénateurs.
Arrondissement Veurne-Diksmuide-Oostende : 2 sénateurs.
Het hoofdbureau is te Veurne gevestigd.

Arrondissement Roeselare-Tielt : 2 sénateurs.
Het hoofdbureau is te Roeselare gevestigd.

Arrondissement Kortrijk-Ieper : 4 sénateurs.
Het hoofdbureau is te Kortrijk gevestigd.

Article 1^{er}. Les élections des sénateurs élus directement par le corps électoral se font d'après le tableau de répartition suivant :

Province d'Anvers :

Arrondissement d'Anvers : 10 sénateurs.
Arrondissement de Malines-Turnhout : 7 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Malines.

Province de Brabant :

Arrondissement de Bruxelles : 16 sénateurs.

Arrondissement de Louvain : 5 sénateurs.

Arrondissement de Nivelles : 3 sénateurs.

Province de Hainaut :

Arrondissement de Mons-Soignies : 5 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Mons.

Arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron : 3 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Tournai.

Arrondissement de Charleroi-Thuin : 6 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Charleroi.

Province de Liège :

Arrondissement de Liège : 7 sénateurs.

Arrondissement de Huy-Waremme : 2 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Huy.

Arrondissement de Verviers : 3 sénateurs.

Province de Limbourg :

Arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik : 8 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Hasselt.

Province de Luxembourg :

Arrondissement d'Arlon - Marche-en-Famenne - Bastogne - Neufchâteau - Virton : 2 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Arlon.

Province de Namur :

Arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville : 4 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Namur.

Province de Flandre orientale :

Arrondissement de Gand-Eeklo : 6 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Gand.

Arrondissement de Saint-Nicolas-Termonde : 4 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Termonde.

Arrondissement d'Alost-Audenarde : 4 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Audenarde.

Province de Flandre occidentale :

Arrondissement de Bruges : 3 sénateurs.

Arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende : 2 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Furnes.

Arrondissement de Roulers-Tielt : 2 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Roulers.

Arrondissement de Courtrai-Ypres : 4 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Courtrai.

M. Humblet présente l'amendement que voici :

In dit artikel de indelingstabellen voor de provincies Antwerpen, Henegouwen, Luik, Limburg, Namen en Oost-Vlaanderen te vervangen als volgt :

Province Antwerpen :

Arrondissement Antwerpen : 10 sénateurs.

Arrondissement Mechelen : 3 sénateurs.

Arrondissement Turnhout : 4 sénateurs.

Province Henegouwen :

Arrondissement Bergen : 3 sénateurs.

Arrondissement Zinnik : 2 sénateurs.

Arrondissement Doornik-Aat-Moeskroen : 3 sénateurs.

Het hoofdbureau is te Doornik gevestigd.

Arrondissement Charleroi : 5 sénateurs.

Arrondissement Thuin : 2 sénateurs.

Province Luik :

Arrondissement Luik : 6 sénateurs.

Arrondissement Hoei-Borgworm : 2 sénateurs.

Het hoofdbureau is te Hoei gevestigd.

Arrondissement Verviers : 3 sénateurs.

Province Limburg :

Arrondissement Hasselt : 4 sénateurs.

Arrondissement Tongeren-Maaseik : 4 sénateurs.

Het hoofdbureau is te Tongeren gevestigd.

Province Namen :

Arrondissement Namen : 3 sénateurs.

Arrondissement Dinant-Philippeville : 2 sénateurs.

Het hoofdbureau is te Dinant gevestigd.

Province Oost-Vlaanderen :

Arrondissement Gent-Eeklo : 6 sénateurs.

Het hoofdbureau is te Gent gevestigd.

Arrondissement Sint-Niklaas : 2 sénateurs.

Arrondissement Dendermonde : 2 sénateurs.

Arrondissement Aalst-Oudenaarde : 4 sénateurs.

Het hoofdbureau is te Aalst gevestigd.

A cet article, remplacer les tableaux de répartition pour les provinces d'Anvers, Hainaut, Liège, Limbourg, Namur et Flandre orientale par les tableaux suivants :

Province d'Anvers :

Arrondissement d'Anvers : 10 sénateurs.

Arrondissement de Malines : 3 sénateurs.

Arrondissement de Turnhout : 4 sénateurs.

Province de Hainaut :

Arrondissement de Mons : 3 sénateurs.

Arrondissement de Soignies : 2 sénateurs.

Arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron : 3 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Tournai.

Arrondissement de Charleroi : 5 sénateurs.

Arrondissement de Thuin : 2 sénateurs.

Province de Liège :

Arrondissement de Liège : 6 sénateurs.

Arrondissement de Huy-Waremme : 2 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Huy.

Arrondissement de Verviers : 3 sénateurs.

Province de Limbourg :

Arrondissement de Hasselt : 4 sénateurs.

Arrondissement de Tongres-Maaseik : 4 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Tongres.

Province de Namur:

Arrondissement de Namur: 3 sénateurs.

Arrondissement de Dinant-Philippeville: 2 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Dinant.

Province de Flandre orientale:

Arrondissement de Gand-Eeklo: 6 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Gand.

Arrondissement de Saint-Nicolas: 2 sénateurs.

Arrondissement de Termonde: 2 sénateurs.

Arrondissement d'Alost-Audenarde: 4 sénateurs.

Le bureau principal est établi à Alost.

Je propose de réserver à cet après-midi le vote sur cet amendement et sur l'article 1^{er} auquel il se rapporte, ainsi que le vote sur la proposition de renvoi en commission formulée par M. de Wasseige. (Assentiment.)

Il en est ainsi décidé.

L'article 2 est ainsi rédigé:

Art. 2. De verkiezing van de senatoren die door de provincieraden worden verkozen, geschiedt volgens de onderstaande indelingstabel:

Provincie Antwerpen: 8 senatoren;

Provincie Brabant: 11 senatoren;

Provincie Limburg: 3 senatoren;

Provincie Luik: 5 senatoren;

Provincie Luxemburg: 3 senatoren;

Provincie Henegouwen: 6 senatoren;

Provincie Oost-Vlaanderen: 7 senatoren;

Provincie West-Vlaanderen: 5 senatoren;

Provincie Namen: 3 senatoren;

Het rijk: 51 senatoren.

Art. 2. Les élections des sénateurs à élire par les conseils provinciaux se font d'après le tableau de répartition suivant:

Province d'Anvers: 8 sénateurs;

Province de Brabant: 11 sénateurs;

Province du Limbourg: 3 sénateurs;

Province de Liège: 5 sénateurs;

Province du Luxembourg: 3 sénateurs;

Province du Hainaut: 6 sénateurs;

Province de Flandre orientale: 7 sénateurs;

Province de Flandre occidentale: 5 sénateurs;

Province de Namur: 3 sénateurs.

Le royaume: 51 sénateurs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Het getal van de senatoren die door de Senaat worden gekozen is 26.

Art. 3. Le nombre de sénateurs à élire par le Sénat est de 26.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 4 luidt:

Art. 4. Deze wet vervangt de wet van 19 juli 1973 tot indeling van de senatoren over de kiesarrondissementen. Zij treedt in werking op de dag van de eerstvolgende vernieuwing van de Senaat.

Art. 4. La présente loi remplace la loi du 19 juillet 1973 portant répartition des sénateurs entre les arrondissements électoraux. Elle entre en vigueur à la date du prochain renouvellement du Sénat.

Bij dit artikel stelt de regering volgend amendement voor:

Dit artikel te vervangen als volgt:

« Art. 4. Deze wet vervangt de wet van 19 juli 1973 tot indeling van de senatoren over de kiesarrondissementen. Zij heeft uitwerking op de datum van de eerstvolgende vernieuwing van de Senaat. »

Remplacer cet article par la disposition suivante:

« Art. 4. La présente loi remplace la loi du 19 juillet 1973 portant répartition des sénateurs entre les arrondissements électoraux. Elle sortit ses effets à la date du prochain renouvellement du Sénat. »

Je propose de réserver à cet après-midi le vote sur cet amendement et sur l'article auquel il se rattache.

Ik stel voor de stemming over dit amendement en over het artikel waarop het betrekking heeft tot deze namiddag aan te houden. (Instemming.)

Il en sera donc ainsi.

Aldus is beslist.

Il sera procédé également cet après-midi, au vote sur les amendements et articles réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij gaan deze namiddag over tot de aangehouden stemmingen en tot de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI COMPLETANT LA LEGISLATION RELATIVE AUX PENSIONS ET RENTES ALLOUEES AUX VICTIMES DE LA GUERRE

Discussion générale et vote d'articles

ONTWERP VAN WET TOT AANVULLING VAN DE WETGEVING BETREFFENDE DE AAN DE OORLOGSSLACHTOFFERS TOEGEKENDE PENSIOENEN EN RENTEN

Algemene beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi complétant la législation relative aux pensions et rentes allouées aux victimes de la guerre.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet tot aanvulling van de wetgeving betreffende de aan de oorlogsslachtoffers toegekende pensioenen en renten.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Poulet, rapporteur. — Monsieur le Président, chers collègues, je me réfère à mon rapport.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bremaeker.

De heer De Bremaeker. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, geachte collega's, aangezien mij gisteren door personen die met mij contact hadden gezocht in verband met deze aangelegenheid werd medegedeeld dat een akkoord is bereikt met de staatssecretaris, acht ik het door mij medeondertekend amendement overbodig.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

Il conviendra sans doute au Sénat de prendre comme base de la discussion le texte proposé par la commission?

Ik stel de Senaat voor de tekst aangenomen door de commissie als basis te nemen voor de bespreking. (Instemming.)

Il en est ainsi décidé.

Aldus is beslist.

Artikel één luidt:

**BOEK I. — Maatregelen betreffende
de militaire slachtoffers en gelijkgestelden
van beide oorlogen**

Titel I. — Bepalingen betreffende de oorlogspensioenen

Hoofdstuk I. — Pensioenverhogingen

**Sectie 1. — Nieuwe etappes in de concretisering
van het principe van de onderlinge verhouding**

Artikel 1. § 1. De bedragen van de vergoedingspensioenen toegekend voor een invaliditeit van minder dan 100 pct. aan de in artikel 1 van de wet van 9 juli 1976 bedoelde invaliden worden, met uitwerking op 1 april 1983, verhoogd met een quotiteit die gelijk is aan 25 pct. van het verschil dat op 31 maart 1983 verkregen wordt door het pensioenbedrag overeenstemmend met de invaliditeitsgraad af te trekken van het bedrag dat zou voortvloeien uit de vermenigvuldiging van deze zelfde graad — uitgedrukt in honderdsten van de eenheid — met het pensioenbedrag toegekend voor een invaliditeit van 100 pct. aan een bij de wet van 21 juli 1930 bedoelde soldaat van de oorlog 1914-1918 die geen groot-invalide is.

Voor de berekening van het bedoelde verschil wordt:

— In de gevallen van geamputeerden rekening gehouden met het voordeel van de wet van 16 maart 1954;

— Geen rekening gehouden met al de vergoedingen met betrekking tot de pensioenen.

§ 2. Vanaf 1 april 1984 wordt de in § 1 voorziene quotiteit op 50 pct. gebracht.

**LIVRE I^{er}. — Mesures concernant
les victimes militaires et assimilées
des deux guerres**

Titre I^{er}. — Dispositions relatives aux pensions de guerre

Chapitre I^{er}. — Majorations de pensions

**Section 1. — Nouvelles étapes dans la concrétisation
du principe de la proportionnalité**

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les taux des pensions de réparation accordées, pour une invalidité inférieure à 100 p.c., aux invalides visés à l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1976, sont majorés, avec effet au 1^{er} avril 1983, d'une quotité égale à 25 p.c. de la différence obtenue au 31 mars 1983 en soustrayant le taux de la pension correspondant au degré d'invalidité du montant qui résulterait de la multiplication de ce même degré, exprimé en centièmes de l'unité, par le taux de la pension allouée pour une invalidité de 100 p.c. à un soldat non grand invalide de la guerre 1914-1918 visé par la loi du 21 juillet 1930.

Pour le calcul de la différence considérée, il est:

— Dans les cas d'amputés, tenu compte du bénéfice de la loi du 16 mars 1954;

— Fait abstraction de toutes les indemnités afférentes aux pensions.

§ 2. A partir du 1^{er} avril 1984, la quotité prévue au § 1^{er} est portée à 50 p.c.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. De bedragen van de pensioenen toegekend in toepassing van artikel 7 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen aan de invaliden van de oorlog 1914-1918 begunstigden van de wet van 21 juli 1930, worden, met uitwerking respectievelijk op 1 april 1983 en 1 april 1984, gebracht op bedragen die ten minste gelijk zijn aan de bedragen die in artikel 1 voor een zelfde invaliditeitsgraad voorzien zijn.

Art. 2. Les taux des pensions accordées en application de l'article 7 des lois coordonnées sur les pensions militaires aux invalides de guerre 1914-1918 bénéficiaires de la loi du 21 juillet 1930, sont portés à des taux au moins égaux à ceux fixés pour un même degré d'invalidité par l'article 1^{er}, avec effet respectivement au 1^{er} avril 1983 et au 1^{er} avril 1984.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. § 1. De bedragen van de pensioenen toegekend voor een invaliditeit van minder dan 100 pct. aan de soldaten van de oorlog 1914-1918 die een pensioen bekomen hebben op grond van het voormalig artikel 12 van de voornoemde samengeordende wetten worden, met uitwerking op 1 april 1983, verhoogd met een quotiteit die gelijk is aan 25 pct. van het verschil dat op 31 maart 1983 bekomen wordt door het pensioenbedrag overeenstemmend met de invaliditeitsgraad af te trekken van het bedrag dat zou voortvloeien uit de vermenigvuldiging van deze zelfde graad — uitgedrukt in honderdsten van de eenheid — met het pensioenbedrag toegekend aan een soldaat met een invaliditeit van 100 pct. die een pensioen bekomen heeft in toepassing van voornoemd artikel 12.

Voor de berekening van het bedoelde verschil wordt:

— In de gevallen van geamputeerden rekening gehouden met het voordeel van de wet van 16 maart 1954;

— Geen rekening gehouden met al de vergoedingen met betrekking tot de pensioenen.

§ 2. Vanaf 1 april 1984 wordt de in § 1 voorziene quotiteit op 50 pct. gebracht.

Art. 3. § 1^{er}. Les taux des pensions accordées, pour une invalidité inférieure à 100 p.c., aux soldats de la guerre 1914-1918 pensionnés sur la base de l'ancien article 12 des lois coordonnées précitées, sont majorés, avec effet au 1^{er} avril 1983, d'une quotité égale à 25 p.c. de la différence obtenue au 31 mars 1983 en soustrayant le taux de la pension correspondant au degré d'invalidité du montant qui résulterait de la multiplication de ce même degré, exprimé en centièmes de l'unité, par le taux de la pension allouée à un soldat invalide à 100 p.c. pensionné en application dudit article 12.

Pour le calcul de la différence considérée, il est:

— Dans les cas d'amputés, tenu compte du bénéfice de la loi du 16 mars 1954;

— Fait abstraction de toutes les indemnités afférentes aux pensions.

§ 2. A partir du 1^{er} avril 1984, la quotité prévue au § 1^{er} est portée à 50 p.c.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. De pensioenbedragen toegekend aan de invaliden met een hogere graad dan die van soldaat die een pensioen bekomen hebben op grond van voornoemd artikel 12, worden, met uitwerking respectievelijk op 1 april 1983 en 1 april 1984, gebracht op bedragen die ten minste gelijk zijn aan de bedragen die in artikel 3 voor een zelfde invaliditeitsgraad voorzien zijn.

Art. 4. Les taux des pensions accordées aux invalides ayant un grade supérieur à celui de soldat pensionné sur la base dudit article 12, sont portés à des taux au moins égaux à ceux prévus pour un degré d'invalidité identique par l'article 3, avec effet respectivement au 1^{er} avril 1983 et au 1^{er} avril 1984.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. De in artikel 1 toegekende verhogingen komen niet in aanmerking voor de toepassing van artikel 10, § 5, van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948.

Art. 5. Les majorations accordées par l'article 1^{er} n'entrent pas en ligne de compte pour l'application de l'article 10, § 5, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948.

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 2. — Verhogingen van de pensioenen van de grootinvaliden

Art. 6. Het bedrag van het pensioen toegekend aan een grootinvalide van de oorlog 1914-1918 begunstigde van de wet van 13 mei 1929 en titularis van een pensioen berekend op grond van een invaliditeit van 100 pct. tot 200 pct., wordt gebracht op een bedrag dat ten minste gelijk is aan 110 pct. van het pensioenbedrag dat toegekend wordt, voor een zelfde graad en invaliditeitspercentage, aan een invalide van de oorlog 1914-1918 begunstigde van de wet van 21 juli 1930 maar niet bedoeld bij die van 5 mei 1936.

Section 2. — Majoration des pensions des grands invalides

Art. 6. Le taux de la pension allouée à un grand invalide de la guerre 1914-1918 bénéficiaire de la loi du 13 mai 1929 et titulaire d'une pension calculée sur la base d'une invalidité de 100 p.c. à 200 p.c., est porté à un taux moins égal à 110 p.c. de celui de la pension accordée, pour un grade et un degré d'invalidité identiques, à un invalide de la guerre 1914-1918 bénéficiaire de la loi du 21 juillet 1930 mais non visé par celle du 5 mai 1936.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. Artikel 5 van de wet van 12 juli 1979 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de slachtoffers van de vaderlandslievende plicht, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 5. Er wordt een jaarlijkse toelage verleend van 11 188 frank aan de niet-hertrouwde weduwen en aan de wezen van de invaliden bedoeld in artikel 1 van de wet van 9 juli 1976, titularissen van een pensioen vastgesteld op het maximumbedrag voorzien voor de weduwen en wezen van vóór het schadelijk feit gehuwde invaliden. »

Art. 7. L'article 5 de la loi du 12 juillet 1979 portant de nouvelles mesures en faveur des victimes du devoir patriotique, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 5. Il est accordé aux veuves non remariées et aux orphelins des invalides visés à l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1976, titulaires d'une pension fixée au taux maximum prévu pour les veuves et orphelins d'invalides mariés avant le fait dommageable, une allocation annuelle égale à 11 188 francs. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. De artikelen 6 en 7 treden in werking op 1 januari 1983.

Art. 8. Les articles 6 et 7 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1983.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II. — Toekenning van een forfaitaire invaliditeit van 10 pct. aan de oorlogsgeamputeerden

Art. 9. Dit hoofdstuk is van toepassing:

a) Op de invaliden van de oorlog 1940-1945, van de mobilisatie 1939-1940 en van de veldtocht in Korea, begunstigde van artikel 12, a, van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948, en titularissen van een pensioen vastgesteld op basis van een invaliditeit lager dan 100 pct.;

b) Op de oorlogsinvaliden 1914-1918 begunstigde van de wet van 5 mei 1936, titularissen van een pensioen vastgesteld op basis van een invaliditeit lager dan 100 pct. en toegekend in toepassing van artikel 7 van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd op 11 augustus 1923.

Chapitre II. — Octroi d'une invalidité forfaitaire de 10 p.c. aux amputés de guerre

Art. 9. Le présent chapitre est applicable:

a) Aux invalides de la guerre 1940-1945, de la mobilisation 1939-1940 et de la campagne de Corée, bénéficiaires de l'article 12, a, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, et titulaires d'une pension fixée sur la base d'une invalidité inférieure à 100 p.c.;

b) Aux invalides de la guerre 1914-1918 bénéficiaires de la loi du 5 mai 1936, titulaires d'une pension fixée sur la base d'une invalidité inférieure à 100 p.c. et accordée en application de l'article 7 des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. Aan de totale invaliditeitsgraad zoals die, naargelang van het geval, voortvloeit uit de bepalingen van artikel 9, § 3 of § 5, van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen of van

artikel 31 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, wordt toegevoegd:

— 5 pct., zo de in artikel 9 bedoelde persoon een pensioen geniet vastgesteld op basis van een invaliditeit van 95 pct.;

— 10 pct., zo de vergoede invaliditeit gelijk is aan of lager is dan 90 pct.

Art. 10. Au degré total d'invalidité tel qu'il résulte, selon le cas, des dispositions de l'article 9, § 3 ou § 5, des lois coordonnées sur les pensions de réparation ou de l'article 31 des lois coordonnées sur les pensions militaires, il est ajouté:

— 5 p.c., lorsque la personne visée à l'article 9 bénéficie d'une pension fixée sur la base d'une invalidité de 95 p.c.;

— 10 p.c., si l'invalidité indemnisée est égale ou inférieure à 90 p.c.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 11. Het bijkomend invaliditeitspercentage voortvloeiend uit de toepassing van artikel 10 wordt ambtshalve toegekend door de minister tot wiens bevoegdheid de vergoedingspensioenen behoren. Deze laatste beslist op stukken en zijn beslissing wordt aan de betrokkene betekend. Zij is vatbaar voor de beroepen voorzien in artikel 45, § 4, van de voormelde wetten op de vergoedingspensioenen, alsook voor de herzieningen waarvan de artikelen 40 tot 43 van dezelfde wetten de voorwaarden en modaliteiten bepalen. Die beroepen en herzieningen mogen slechts betrekking hebben op de betwistingen in verband met de toekenning van het bijkomend invaliditeitspercentage.

Art. 11. Le pourcentage supplémentaire d'invalidité résultant de l'application de l'article 10, est accordé d'office par le ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions. Ce dernier statue sur pièces et sa décision est notifiée à l'intéressé. Elle peut faire l'objet des recours prévus à l'article 45, § 4, des lois sur les pensions de réparation précitées, ainsi que des révisions dont les articles 40 à 43 des mêmes lois déterminent les conditions et modalités. Ces recours et révisions ne peuvent porter que sur les contestations relatives à l'octroi du pourcentage supplémentaire d'invalidité.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. De artikelen 9 tot 11 treden in werking op 1 januari 1984.

Art. 12. Les articles 9 à 11 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1984.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk III. — Pathologie van de krijgsgevangenen die in de mijnen en de groeven gewerkt hebben

Art. 13. § 1. Vanaf 1 januari 1984 en onder voorbehoud van de toepassing van artikel 8^{quinquies} van de wetten op de vergoedingspensioenen, samengeordend op 5 oktober 1948, wordt de bij artikel 8^{quater} van dezelfde wetten voorziene forfaitaire invaliditeit van 10 pct. op 20 pct. gebracht wanneer de krijgsgevangene tijdens een totale duur van ten minste één jaar deel heeft uitgemaakt van een « kommando » bestemd voor arbeid in de mijnen of groeven.

Het bewijs dat de betrokkene er deel van uitmaakte en de duur ervan kunnen door elk rechtsmiddel geleverd worden.

§ 2. De Koning bepaalt de lijst der mijnen en groeven die aanleiding geven tot de toepassing van paragraaf 1 met voor elk een nauwkeurige bepaling van de plaats, het nummer van het « kommando » bestemd voor arbeid in deze mijn of groeve, alsook het nummer van de Stalag waarvan dit « kommando » afhing.

Chapitre III. — Pathologie des prisonniers de guerre ayant travaillé dans les mines et carrières

Art. 13. § 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1984 et sous réserve de l'application de l'article 8^{quinquies} des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, l'invalidité forfaitaire de 10 p.c. prévue par l'article 8^{quater} des mêmes lois est portée à

20 p.c. lorsque le prisonnier de guerre a fait partie, pendant une durée totale d'un an au moins, d'un «kommando» affecté aux travaux dans les mines ou carrières.

La preuve de cette appartenance et de sa durée peut être rapportée par toutes voies de droit.

§ 2. Le Roi détermine la liste des mines et carrières qui donnent lieu à application du paragraphe premier en précisant pour chacune d'entre elles sa localisation, le numéro du «kommando» affecté au travail dans cette mine ou carrière ainsi que le numéro du stalag dont dépendait ledit «kommando».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. § 1. Het genot van het bij artikel 13 toegekende voordeel is afhankelijk van een aanvraag die, op straffe van nietigheid, bij ter post aangetekend schrijven aan de minister tot wiens bevoegdheid de vergoedingspensioenen behoren, dient te worden gericht.

Dit voordeel gaat in op de eerste dag van de maand volgend op die van de indiening van de aanvraag en ten vroegste op 1 januari 1984.

§ 2. De minister beslist over de aanvraag overeenkomstig het met redenen omkleed advies van de commissie voor vergoedingspensioenen betreffende de twee volgende punten:

1. Heeft de betrokkene deel uitgemaakt van een «kommando» waarvan sprake in artikel 13;

2. Bereikt de duur hiervan minimum één jaar?

De aanvrager wordt door de commissie gehoord, indien hij zulks wenst of indien de commissie zulks nuttig acht.

§ 3. De beslissing van de minister, vergezeld van het door de commissie uitgebrachte advies, wordt aan de betrokkene betekend.

Zij is vatbaar:

1° Voor de beroepen voorzien in artikel 45, § 4, van de voormelde samengeordende wetten, voor de commissie waarvan sprake in artikel 47, § 1, 2°, van deze wetten;

2° Voor de herzieningen waarvan de artikelen 40 tot 43 van dezelfde wetten de voorwaarden en modaliteiten bepalen.

De beroepen en herzieningen mogen slechts betrekking hebben op de betwistingen in verband met de toepassing van artikel 13 van deze wet.

§ 4. In afwijking van voormeld artikel 47, § 1, 1° en 2°, kan de Koning, wanneer de bevoegde commissies handelen in het kader van de uitvoering van dit hoofdstuk, de samenstelling ervan wijzigen door het lid hoger officier en het lid oorlogsinvalides te vervangen door twee andere leden waarvan Hij de titels of de hoedanigheden die voor elk van hen vereist zijn, bepaalt.

Art. 14. § 1^{er}. Le bénéfice de l'avantage accordé par l'article 13 est subordonné à une demande introduite, à peine de nullité, par lettre recommandée à la poste auprès du ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions.

Ce bénéfice prend cours le premier jour du mois qui suit celui de l'introduction de la demande et au plus tôt le 1^{er} janvier 1984.

§ 2. Le ministre statue sur la demande en se conformant à l'avis motivé émis par la commission des pensions de réparation sur les deux points suivants:

1. L'intéressé a-t-il appartenu à un «kommando» dont question à l'article 13;

2. La durée de cette éventuelle appartenance atteint-elle un an minimum?

Le requérant est entendu par la commission s'il le souhaite ou si cette dernière le juge utile.

§ 3. La décision du ministre, accompagnée de l'avis rendu par la commission, est notifiée à l'intéressé.

Elle peut faire l'objet:

1° Devant la commission dont question à l'article 47, § 1^{er}, 2°, des lois coordonnées précitées, des recours prévus à l'article 45, § 4, de ces lois;

2° Des révisions dont les articles 40 à 43 des mêmes lois déterminent les conditions et modalités.

Les recours et révisions ne peuvent porter que sur les contestations relatives à l'application de l'article 13 de la présente loi.

§ 4. Par dérogation à l'article 47, § 1^{er}, 1° et 2°, précité, lorsque les commissions compétentes agissent dans le cadre de l'exécution du

présent chapitre, le Roi peut modifier leur composition en remplaçant le membre officier supérieur et le membre invalide de guerre par deux autres membres dont il détermine les titres ou qualités requis pour chacun d'eux.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk IV. — Wijziging van de herzieningsprocedure van de pensioenen in geval van verergering

Art. 15. In artikel 37 van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948, worden de §§ 2 en 3 respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen:

«§ 2. De aanvrager wordt onderzocht met het oog op de verminkingen, impotenties of ziekten die hij in zijn herzieningsaanvraag doet gelden.

Een nieuwe totale invaliditeitsgraad wordt overeenkomstig artikel 9 vastgesteld.

De nieuwe graad geeft aanleiding tot het betalen van een pensioen indien hij minstens 10 pct. komt te bereiken.»

«§ 3. Het pensioen wordt herzien wanneer de nieuwe totale invaliditeitsgraad ten minste 5 pct. hoger is dan de graad op basis waarvan het pensioen gevestigd is.

In geval van vermindering van de totale invaliditeitsgraad blijft het pensioen vastgesteld op basis van de totale graad die erkend was op de datum van de indiening van de herzieningsaanvraag.

Wanneer een stijgende of afdalende schaal der invaliditeit wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 43, 2e lid, wordt de vergelijking achtereenvolgens gemaakt tussen de totale invaliditeitsgraad vastgesteld rekening houdend met de verschillende bedragen van die schaal en de totale invaliditeitsgraad erkend op de datum van de indiening van de herzieningsaanvraag.»

Chapitre IV. — Modification de la procédure de révision des pensions pour aggravation

Art. 15. Dans l'article 37 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, les §§ 2 et 3 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes:

«§ 2. Le requérant fait l'objet d'un examen portant sur les mutilations, impotences ou maladies qu'il fait valoir dans sa demande de révision.

Un nouveau degré total d'invalidité est établi conformément à l'article 9.

Le nouveau degré donne lieu au paiement d'une pension s'il vient à atteindre 10 p.c. minimum.»

«§ 3. La pension est révisée lorsque le nouveau degré total d'invalidité présente au moins une différence de 5 p.c. en plus par rapport au degré sur la base duquel la pension est fixée.

En cas de diminution du degré total d'invalidité, la pension reste fixée sur la base du degré total qui était reconnu au moment de l'introduction de la demande de révision.

Quand il y a détermination d'une échelle progressive ou dégressive de l'invalidité conformément à l'article 43, alinéa 2, la comparaison s'établit successivement entre le degré total d'invalidité fixé en tenant compte des différents taux de cette échelle et le degré total qui était reconnu au moment de l'introduction de la demande de révision.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. In artikel 37 van de voormelde samengeordende wetten, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

«§ 4. Zo de totale invaliditeitsgraad op het einde van de herziening ongewijzigd blijft, blijft deze vastgesteld rekening houdend met de invaliditeitspercentages die toegekend werden voor de verschillende aandoeningen op de datum van de indiening van de herzieningsaanvraag.»

Art. 16. Dans l'article 37 des lois coordonnées précitées, il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit:

«§ 4. Si, au terme de la révision, le degré total d'invalidité demeure inchangé, il reste fixé en tenant compte des pourcentages d'invalidité

qui étaient attribués pour les diverses affections au moment de l'introduction de la demande de révision.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 17. In artikel 42 van dezelfde wetten wordt littera *a* van 3° vervangen door de volgende bepaling:

« *a*) Zo het gaat om een herziening wegens verergering, samengaan met een geneeskundig getuigschrift waarin de te herziene aandoening(en) en de aard der verergering of verwikkeling duidelijk vermeld staan, alsook de mogelijke oorzaken van de wijzigingen voorgekomen in de invaliditeit. »

Art. 17. Dans l'article 42 des mêmes lois, le littera *a* du 3° est remplacé par la disposition suivante:

« *a*) S'il s'agit d'une révision pour aggravation, d'un certificat médical reprenant la ou les affections à revoir et faisant ressortir la nature de l'aggravation ou de la complication en précisant les causes éventuelles des modifications survenues dans l'invalidité. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 18. De door de artikelen 15 tot 17 aangebrachte wijzigingen zijn van toepassing op de herzieningsaanvragen wegens verergering ingediend vanaf de eerste dag van de maand volgend op die van de bekendmaking van de wet.

Art. 18. Les modifications apportées par les articles 15 à 17 s'appliquent aux demandes de révision pour aggravation introduites à partir du premier jour du mois suivant celui de la publication de la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk V. — Afschaffing van de vijfjaarlijkse herziening voor de invaliden van Korea

Art. 19. § 1. Vanaf de bekendmaking van de onderhavige wet en in afwijking van artikel 16, eerste lid, van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen, wordt het invaliditeitspensioen verleend voor een schadelijk feit bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 1 van 26 juni 1951, definitief toegekend. De in artikel 18 van de voornoemde wetten voorziene mogelijkheid om een aftalende of stijgende schaal vast te stellen, blijft niettemin behouden.

§ 2. Paragraaf 1 is niet toepasselijk op de aanvragen tot pensioen of tot herziening waarvan de uitwerking zich vóór 1 januari 1978 situeert.

Chapitre V. — Suppression de la révision quinquennale pour les invalides de la Corée

Art. 19. § 1^{er}. A partir de la publication de la présente loi et par dérogation à l'article 16, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur les pensions de réparation, la pension d'invalidité allouée pour un fait dommageable visé à l'article 2 de l'arrêté royal n° 1 du 27 juin 1951, est accordée à titre définitif. Néanmoins, la faculté prévue à l'article 18 de ces lois d'établir une échelle dégressive ou progressive reste maintenue.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux demandes de pension ou de révision dont l'effet se situe avant le 1^{er} janvier 1978.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 20. § 1. In afwijking van artikel 16, tweede lid, van de voormelde samengeordende wetten, en voor zover de desbetreffende periodieke herziening na 31 december 1982 plaatsvindt, wordt het voorlopig pensioen, verleend voor een in artikel 19 bedoeld schadelijk feit en voortvloeiend uit een beslissing genomen vóór de bekendmaking van de onderhavige wet, met uitwerking op de ingangsdatum ervan en ten vroegste op 1 januari 1983, in een definitief pensioen omgezet. Indien, in toepassing van artikel 18 van dezelfde samengeordende wetten, dit voorlopig pensioen evenwel een aftalende of stijgende schaal omvat, geschiedt deze omzetting door als vergoede invaliditeitsgraad het laatste chronologisch vastgestelde

percentage te behouden, met uitwerking op de ingangsdatum van dit percentage.

§ 2. De minister tot wiens bevoegdheid de vergoedingspensioenen behoren, verricht de omzetting waarvan sprake in de vorige paragraaf door een aan de betrokkene betekende beslissing. Deze beslissing is vatbaar voor de beroepen voorzien in artikel 45, § 4, van de hogervermelde samengeordende wetten, evenals voor de herzieningen waarvan de artikelen 40 tot 43 van dezelfde wetten de voorwaarden en modaliteiten bepalen. Die beroepen en herzieningen mogen slechts betrekking hebben op de betwistingen in verband met de toepassing van de eerste paragraaf.

Art. 20. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 16, alinéa 2, des lois coordonnées précitées et pour autant que la révision périodique y relative se situe après le 31 décembre 1982, la pension provisoire allouée pour un fait dommageable visé à l'article 19 et résultant d'une décision antérieure à la publication de la présente loi, est, avec effet à sa date de prise de cours et au plus tôt le 1^{er} janvier 1983, convertie en pension définitive. Toutefois, si, par application de l'article 18 des mêmes lois, la pension provisoire comporte une échelle dégressive ou progressive, ladite conversion s'effectue en retenant comme degré d'invalidité indemnisé l'ultime pourcentage chronologiquement fixé, et avec effet à la date de prise de cours dudit pourcentage.

§ 2. Le ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions effectue la conversion dont question au paragraphe précédent par décision notifiée à l'intéressé. Celle-ci peut faire l'objet des recours prévus à l'article 45, § 4, des lois coordonnées précitées ainsi que des révisions dont les articles 40 à 43 des mêmes lois déterminent les conditions et modalités. Ces recours et révisions ne peuvent porter que sur les contestations relatives à l'application du paragraphe premier.

— Aangenomen.

Adopté.

Titel II. — Bepalingen betreffende de oorlogsgrenten

Inaanmerkingneming voor de vrijwilligers van de oorlog 1940-1945 van de tijd verstreken tussen de datum van de ondertekening van de dienstverbintenis en de datum van de daadwerkelijke indiensttreding

Art. 21. Artikel 6, 1^o, *e*, van de wet van 24 april 1958 tot toekenning, onder sommige voorwaarden, van een pensioen aan de weduwen die na het schadelijk feit in het huwelijk zijn getreden met een gerechtigde van de wetten op de vergoedingspensioenen, tot het instellen van een strijdersrente en een gevangenschapsrente ten voordele van de strijders, de politieke gevangenen en de krijgsgevangenen van 1940-1945 en ter verwezenlijking van sommige aanpassingen inzake frontstrepn, wordt, met uitwerking op 1 januari 1982, door de volgende bepaling vervangen:

« *e*) van de Belgische eenheden opgericht na 3 september 1944, voor de duur die in aanmerking is genomen voor de toepassing van het statuut van nationale erkentelijkheid ingesteld bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1964, in voorkomend geval verhoogd met de duur van de periode verstreken tussen de datum van de ondertekening van de dienstverbintenis en de datum van de daadwerkelijke indiensttreding en in aanmerking genomen voor de toepassing van het statuut der oorlogsvrijwilligers vastgesteld bij het koninklijk besluit van 4 september 1974; ».

Titre II. — Dispositions relatives aux rentes de guerre

Prise en considération, pour les volontaires de guerre 1940-1945, du temps écoulé entre la date de signature de l'engagement et la date d'entrée au service actif.

Art. 21. L'article 6, 1^o, *e*, de la loi du 24 avril 1958 accordant sous certaines conditions, une pension aux veuves qui ont épousé, après le fait dommageable, un bénéficiaire des lois sur les pensions de réparation, créant une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre de 1940-1945 et réalisant certains ajustements en matière de rente pour chevrons de front, est remplacé, avec effet au 1^{er} janvier 1982, par la disposition suivante:

« *e*) Des unités belges constituées après le 3 septembre 1944, pour la durée prise en considération pour application du statut de

reconnaissance nationale établi par l'arrêté royal du 28 août 1964, augmentée, le cas échéant, de la durée de la période écoulée entre la date de souscription de l'engagement et la date d'entrée au service actif, et prise en considération pour l'application du statut des volontaires de guerre établi par l'arrêté royal du 4 décembre 1974; ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 22. § 1. Het genot van de rente voortvloeiend uit de in artikel 21 voorziene wijzigingen is afhankelijk van een aanvraag ingediend bij de minister tot wiens bevoegdheid de vergoedingspensioenen behoren.

§ 2. Deze rente gaat in:

— Op 1 januari 1982, wanneer de aanvraag ingediend wordt vóór het einde van de derde maand volgend op die van de bekendmaking van deze wet;

— Op de eerste dag van de maand volgend op die van de indiening van de aanvraag, in de andere gevallen; dit alles onverminderd de leeftijdsvoorwaarde bedoeld in de artikelen 6 en 7 van de voornoemde wet van 24 april 1958 en in artikel 40 van de wet van 8 juli 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten behoeve van de slachtoffers van de militaire plicht of van een daarmede gelijkgestelde plicht, voorwaarde die beoordeeld wordt op de eerste dag van de maand volgend op die van de verjaardag.

Art. 22. § 1^{er}. Le bénéfice de la rente résultant des modifications prévues à l'article 21 est subordonné à une demande introduite auprès du ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions.

§ 2. Cette rente prend cours:

— Le 1^{er} janvier 1982, lorsque la demande est introduite avant l'expiration du troisième mois suivant celui de la publication de la présente loi;

— Le premier jour du mois qui suit celui de l'introduction de la demande, dans les autres cas;

le tout sans préjudice de la condition d'âge visée aux articles 6 et 7 de la loi du 24 avril 1958 précitée et à l'article 40 de la loi du 8 juillet 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes du devoir militaire ou d'un devoir assimilé, condition qui s'apprécie le premier jour du mois qui suit la date anniversaire.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 23. Artikel 8, § 3, van de voornoemde wet van 24 april 1958 wordt, met uitwerking op 1 januari 1982, door de volgende bepaling vervangen:

« § 3. De rente voorzien in de artikelen 6 en 7 wordt slechts toegekend aan degene die daartoe een aanvraag heeft ingediend bij de minister die de vergoedingspensioenen onder zijn bevoegdheid heeft. Naargelang van het geval zullen tot staving van deze aanvraag voorgelegd worden:

1^o Een eensluidend verklaard afschrift:

a) Van de beslissing betreffende het statuut van de betrokkene;

b) Van het getuigschrift van begunstigde van het statuut van de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië of van het statuut vastgesteld bij het koninklijk besluit van 4 december 1974;

c) Van de kaart met de staat van de oorlogsdiensten 1940-1945, ingesteld bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1951 en 12 februari 1959, in voorkomend geval met vermelding van de periodes waarvoor de betrokkene het statuut geniet vastgesteld bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1964;

d) Van de kaart van krijgsgevangene 1940-1945, eventueel vergezeld van een getuigschrift uitgereikt door de minister van Landsverdediging waaruit blijkt dat de verzoeker de hoedanigheid van ontsnapte krijgsgevangene bezit en waarin de dag wordt vermeld waarop hij aangekomen is, hetzij in België indien hij er rechtstreeks is teruggekeerd, hetzij in Frankrijk, in Nederland of in Noorwegen indien hij zich naar een van deze landen heeft begeven zonder België aan te doen;

2^o Een getuigschrift uitgereikt door de minister van Landsverdediging met vermelding van:

a) De data tussen welke de betrokkene werkelijke dienst heeft volbracht bij de Belgische eenheden die op wettige wijze naar Marokko of Tunesië zijn gegaan, of bij de Belgische strijdkrachten in

Groot-Brittannië, of in het expeditiekorps voor Korea buiten het Belgisch grondgebied, of in een eenheid die onder Belgisch bevel was aangewezen voor de opruiming en de vernietiging van ontplofingstuigen op het nationaal grondgebied, of als militair die na 26 juni 1940 in opdracht in Frankrijk werd gehouden, of in een geallieerd leger, of als Belgische staatsburger organiek verbonden aan de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië of aan de geallieerde legers;

b) De periode of periodes waarvoor de betrokkene het statuut van krijgsgevangene 1940-1945 geniet;

3^o Een getuigschrift uitgereikt door de minister die de dienst van het personeel van Afrika onder zijn bevoegdheid heeft, dat de data vermeldt tussen welke de betrokkene heeft behoord tot een van de expeditiekorpsen opgericht door de openbare weermacht van het voormalige Belgisch-Kongo;

4^o Een getuigschrift uitgereikt door de minister van Landsverdediging dat de data vermeldt tussen welke de betrokkene in een militair hospitaal, in een hulphospitaal of in enige andere verplegingsinrichting heeft verbleven wegens een verwonding of een ziekte opgelopen in en door de dienst bij de troepen van het veldleger tussen 10 en 28 mei 1940, of tijdens de werkelijk volbrachte dienst tot 26 juni 1940 voor degenen die op wettige wijze naar Frankrijk zijn gegaan, dan wel wegens een lichamelijke schade veroorzaakt door een oorlogsverrichting op het nationaal grondgebied na 28 mei 1940, welk verblijf als actieve dienst werd beschouwd;

5^o Een getuigschrift uitgereikt door de minister van Landsverdediging, de minister van Volksgezondheid of de overheid van enige verplegingsinrichting dat de data vermeldt tussen welke de betrokkene in een verplegingsinrichting heeft verbleven wegens een verwonding of een ziekte opgelopen door zijn dienst in de weerstand, zijn internering, zijn opsluiting, zijn gevangenschap of zijn eventuele ontsnapping;

6^o Een getuigschrift uitgereikt door enige officiële overheid waaruit de datum van de terugkeer van de verzoeker in zijn haardstede blijkt; bij ontstentenis van dit getuigschrift, mag de minister die de vergoedingspensioenen onder zijn bevoegdheid heeft, deze datum vaststellen met inachtneming van de omstandigheden van elk geval.

De aan te rekenen tijd wordt bepaald op grond van de periodes door deze documenten vastgesteld.

Art. 23. L'article 8, § 3, de la loi du 24 avril 1958 précitée, est remplacé, avec effet au 1^{er} janvier 1982, par la disposition suivante:

« § 3. La rente prévue aux articles 6 et 7 n'est octroyée qu'à la personne qui en fait la demande auprès du ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions. Selon le cas, sera produit à l'appui de cette demande:

1^o Une copie certifiée conforme:

a) De la décision relative au statut qui est propre à l'intéressé;

b) De l'attestation de bénéficiaire du statut des Forces belges en Grande-Bretagne ou de celui établi par l'arrêté royal du 4 décembre 1974;

c) De la carte des états de services de la guerre 1940-1945 créée par les arrêtés royaux des 6 juillet 1951 et 12 février 1959, mentionnant le cas échéant les périodes pour lesquelles l'intéressé bénéficie du statut établi par l'arrêté royal du 28 août 1964;

d) De la carte du prisonnier de guerre 1940-1945, accompagnée éventuellement d'une attestation du ministre de la Défense nationale précisant que le requérant possède la qualité de prisonnier de guerre évadé et déterminant le jour où il est parvenu soit en Belgique, s'il y est revenu directement, soit en France, aux Pays-Bas ou en Norvège, s'il s'est rendu dans l'un de ces pays sans passer par la Belgique;

2^o Une attestation délivrée par le ministre de la Défense nationale et mentionnant:

a) Les dates entre lesquelles l'intéressé a effectué du service effectif dans les unités belges passées légitimement au Maroc ou en Tunisie, ou dans les forces belges en Grande-Bretagne, ou dans le corps expéditionnaire pour la Corée en dehors du territoire du royaume, ou dans une unité affectée sous commandement belge à l'enlèvement et à la destruction d'engins explosifs sur le territoire national, ou comme militaire maintenu en mission en France après le 26 juin 1940, ou dans une armée alliée, ou comme civil belge attaché organiquement aux forces belges en Grande-Bretagne ou aux armées alliées;

b) La ou les périodes pour lesquelles l'intéressé bénéficie du statut de prisonnier de guerre 1940-1945;

3° Une attestation délivrée par le ministre qui a le service du personnel d'Afrique dans ses attributions et mentionnant les dates entre lesquelles l'intéressé a appartenu à l'un des corps expéditionnaires créés par la force publique de l'ex-Congo belge;

4° Une attestation délivrée par le ministre de la Défense nationale et mentionnant les dates entre lesquelles l'intéressé a séjourné dans un hôpital militaire ou auxiliaire ou tout autre établissement hospitalier, en raison d'une blessure ou d'une maladie encourue en service et par le fait du service dans les troupes de l'armée de campagne entre le 10 mai et le 28 mai 1940, ou au cours du service effectif accompli jusqu'au 26 juin 1940 pour ceux qui sont passés légitimement en France, ou en raison d'un dommage physique causé par une action de guerre sur le territoire national après le 28 mai 1940, séjour ayant été considéré comme service actif;

5° Une attestation délivrée par le ministre de la Défense nationale, le ministre de la Santé publique ou les autorités de tout établissement hospitalier, mentionnant les dates entre lesquelles l'intéressé a séjourné dans un établissement hospitalier en raison d'une blessure ou d'une maladie encourue par le fait de son service dans la résistance, de son internement, de son incarcération, de sa captivité ou éventuellement de son évasion;

6° Une attestation délivrée par toute autorité officielle établissant la date du retour du requérant dans ses foyers; à défaut de cette attestation, le ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions pourra fixer cette date en tenant compte des circonstances propres à chaque cause.

Les temps à supputer sont établis sur la base des périodes fixées par ces documents. »

— Aangénomen.

Adopté.

Art. 24. In artikel 25 van de wet van 3 juni 1982 tot inlassing van nieuwe beschikkingen in de wetgeving betreffende de oorlogsslachtoffers, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt, met uitwerking op 1 januari 1983, een § 2 ingevoegd, luidend als volgt:

« § 2. Indien, tengevolge van een herziening, het bedrag van een rente het in § 1 voorziene bedrag bereikt of overschrijdt, blijft de rente onderworpen aan de bepalingen van deze paragraaf tot het einde van het kalenderjaar tijdens hetwelk de bedragswijziging ingaat. »

Art. 24. A l'article 25 de la loi du 3 juin 1982 insérant de nouvelles dispositions dans la législation relative aux victimes de la guerre, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté, avec effet au 1^{er} janvier 1983, un § 2, rédigé comme suit:

« § 2. Lorsque, suite à une révision, le taux d'une rente vient à atteindre ou dépasser le montant prévu au § 1^{er}, la rente reste soumise aux dispositions de ce paragraphe jusqu'à l'expiration de l'année civile durant laquelle la modification de taux prend cours. »

— Aangénomen.

Adopté.

*Titel III. — Bepalingen betreffende
de rust- en overlevingspensioenen ten laste
van de openbare schatkist*

Art. 25. Artikel 73, § 1, 7°, van de op 11 augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt aangevuld, met uitwerking op 1 januari 1982, met de volgende leden:

« De aldus aangerekende tijd wordt vermeerderd met de tijd die verstreken is tussen de datum waarop de dienstverbintenis werd aangegaan en die van de daadwerkelijke indiensttreding van de begunstigten van het koninklijk besluit van 4 december 1974 houdende statuut van de personen van Belgische nationaliteit die, na een vrijwillige dienstverbintenis voor de duur van de oorlog te hebben aangegaan, gedurende de oorlog van 1940-1945 bij de Belgische strijdkrachten hebben gediend.

Het vorige lid is evenwel slechts van toepassing voor zover de toe te voegen tijd reeds niet in aanmerking komt om een andere reden. »

*Titre III. — Dispositions relatives
aux pensions de retraite et de survie
à charge du Trésor public*

Art. 25. L'article 73, § 1^{er}, 7°, des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923, est complété, avec effet au 1^{er} janvier 1982, par les alinéas suivants:

« La durée ainsi supputée est augmentée du temps qui s'est écoulé entre la date de la souscription de l'engagement et la date de l'entrée au service actif des bénéficiaires de l'arrêté royal du 4 décembre 1974 portant statut des personnes de nationalité belge qui, après avoir souscrit un engagement pour la durée de la guerre, ont accompli du service pendant la guerre de 1940-1945 dans les forces belges.

L'alinéa qui précède n'est toutefois applicable que dans la mesure où le temps à ajouter n'est pas déjà admissible à un autre titre. »

— Aangénomen.

Adopté.

Art. 26. In § 1, 13°, eerste lid, van hetzelfde artikel worden de woorden « of van internering » vanaf 1 september 1980 tussen de woorden « periode van gevangenschap » en « na de leeftijd van 16 jaar » ingevoegd.

Art. 26. Au § 1^{er}, 13°, alinéa premier, du même article, les mots « ou d'internement » sont insérés, à partir du 1^{er} septembre 1980, entre les mots « période de captivité » et « postérieure à l'âge de 16 ans ».

— Aangénomen.

Adopté.

Art. 27. Artikel 73bis van dezelfde samengeordende wetten wordt aangevuld, met uitwerking op 1 januari 1983, met het volgende lid:

« Deze bonificatie wordt, binnen de perken van één jaar van medewerking aan een inlichtings- en actiedienst, eveneens toegekend aan de helpers, alsook aan de agenten die het voordeel van het vorige lid niet hebben kunnen genieten, op voorwaarde dat de duur van hun diensten in vijandelijk of door de vijand bezet gebied ten minste twaalf maanden bedraagt. Voor de vaststelling van deze minimumduur mogen de als helper en als agent verstrekte diensten samengeteld worden. »

Art. 27. L'article 73bis des lois coordonnées précitées est complété, avec effet au 1^{er} janvier 1983, par l'alinéa suivant:

« Cette bonification est également accordée, dans la limite d'une année de participation à un service de renseignements et d'action, aux auxiliaires ainsi qu'aux agents auxquels le bénéfice de l'alinéa qui précède n'a pu être accordé, à condition que la durée de leurs services en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi soit d'au moins douze mois. Pour la détermination de cette durée minimum, les services rendus en qualité d'auxiliaire et en qualité d'agent peuvent être additionnés. »

— Aangénomen.

Adopté.

Art. 28. § 1. De op datum van de bekendmaking van deze wet lopende pensioenen worden herzien op aanvraag van de betrokkenen, rekening houdend met de maatregelen die het voorwerp uitmaken van de artikelen 25 tot 27 als het gaat om rustpensioenen, en van de artikelen 25 en 26 als het gaat om overlevingspensioenen, en op voorwaarde, in dit laatste geval, dat de begunstigten van de statuten in kwestie vóór 1 augustus 1955 in dienst getreden zijn.

Deze aanvraag dient gericht te worden per aangetekend schrijven aan de minister tot wiens bevoegdheid de administratie der Pensioenen behoort.

Zij heeft uitwerking:

1° Op de ingangsdatum der pensioenen maar ten vroegste op 1 januari 1982 wat betreft het voordeel van artikel 25, op 1 september 1980 wat betreft het voordeel van artikel 26 en op 1 januari 1983 wat betreft het voordeel van artikel 27, voor zover deze aanvraag, in elk van deze gevallen, ingediend werd vóór het einde van de derde maand volgend op die gedurende welke deze wet in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt;

2° Op de eerste dag van de maand volgend op die van de indiening ervan, indien deze na de voormelde termijn werd ingediend.

§ 2. De herziening wordt uitgevoerd volgens de hierna bepaalde modaliteiten:

a) Indien het een rustpensioen betreft, dan wordt het nominale bedrag, van kracht op de datum waarop de herziening dient uitgevoerd, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het nominale bedrag dat het pensioen aanvankelijk zou bereikt hebben

indien het zou vastgesteld zijn rekening houdend met de bepalingen van de artikelen 25 tot 27, en het oorspronkelijke nominale bedrag;

b) Indien het een weduwepensioen betreft, dan wordt het nominale bedrag, van kracht op de datum waarop de herziening dient uitgevoerd, en afgezien van de verhogingen uit hoofde van het bestaan van kinderen, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale pensioenbedrag zou hebben gediend indien er rekening gehouden was geweest, voor hun enkelvoudige duur, met periodes voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 25 en 26, en het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale bedrag heeft gediend;

c) Indien het een wezenpensioen betreft, dan wordt het nominale bedrag van het theoretisch weduwepensioen dat dient tot grondslag van de berekening ervan, dat van kracht is op de datum waarop de herziening dient uitgevoerd, en afgezien van de verhoging voor de vierde en volgende wezen, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale bedrag van dit theoretisch pensioen zou hebben gediend indien er rekening gehouden was geweest, voor hun enkelvoudige duur, met periodes voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 25 en 26, en het percentage dat voor de vaststelling van dit oorspronkelijke nominale bedrag heeft gediend.

De in het voorgaande lid bedoelde verhoudingen worden vastgesteld tot en met de vierde decimaal. Om ze te bepalen wordt er in voorkomend geval rekening gehouden met de wijzigingen in de duur der in aanmerking te nemen diensten, die tussen de ingangsdatum van het pensioen en de datum waarop de herziening is uitgevoerd, hebben plaatsgevonden.

Art. 28. § 1^{er}. Les pensions en cours à la date de la publication de la présente loi sont révisées à la demande des intéressés, compte tenu des mesures faisant l'objet des articles 25 à 27 s'il s'agit de pensions de retraite, et faisant l'objet des articles 25 et 26 s'il s'agit de pensions de survie et pour autant, dans ce dernier cas, que les bénéficiaires des statuts en cause soient entrés en service avant le 1^{er} août 1955.

Cette demande doit être adressée au ministre qui a l'administration des Pensions dans ses attributions, par lettre recommandée.

Elle a effet:

1^o A la date de prise de cours des pensions mais au plus tôt le 1^{er} janvier 1982 en ce qui concerne le bénéfice de l'article 25, le 1^{er} septembre 1980 en ce qui concerne le bénéfice de l'article 26, et le 1^{er} janvier 1983 en ce qui concerne le bénéfice de l'article 27, pour autant que, dans chacun de ces cas, cette demande soit introduite avant l'expiration du troisième mois suivant celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*;

2^o Le premier jour du mois qui suit celui de son introduction, si celle-ci est postérieure au délai précité.

§ 2. La révision est opérée selon les modalités définies ci-après:

a) S'il s'agit d'une pension de retraite, le montant nominal en vigueur à la date à laquelle la révision doit être effectuée est multiplié par le rapport existant entre le montant nominal que la pension aurait atteint initialement si elle avait été établie compte tenu des dispositions des articles 25 à 27, et le montant nominal initial;

b) S'il s'agit d'une pension de veuve, le montant nominal en vigueur à la date à laquelle la révision doit être effectuée, et abstraction faite des accroissements du chef d'enfants, est multiplié par le rapport existant entre le pourcentage qui aurait servi à la fixation du montant nominal initial de la pension s'il avait été tenu compte, pour leur durée simple, des périodes résultant de l'application des articles 25 et 26, et le pourcentage ayant servi à la fixation du montant nominal initial;

c) S'il s'agit d'une pension d'orphelin, le montant nominal de la pension de veuve théorique qui sert de base à son calcul, en vigueur à la date à laquelle la révision doit être effectuée et abstraction faite des accroissements accordés pour le quatrième orphelin et les suivants, est multiplié par le rapport existant entre le pourcentage qui aurait servi à la fixation du montant nominal initial de ladite pension théorique s'il avait été tenu compte, pour leur durée simple, des périodes résultant de l'application des articles 25 et 26, et le pourcentage ayant servi à la fixation dudit montant nominal initial.

Les rapports prévus à l'alinéa qui précède sont établis jusqu'à la quatrième décimale inclusivement. Pour leur détermination, il est tenu compte, le cas échéant, des modifications de la durée des services admissibles survenus entre la date de prise de cours de la pension et celle à laquelle la révision est effectuée.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 29. Artikel 4 van de wet van 24 april 1958 tot regeling van het aanrekenen, inzake militaire pensioenen wegens diensttijd, van de tijdens de oorlog 1940-1945 en de Koreaanse veldtocht volbrachte diensten, wordt aangevuld, met uitwerking op 1 januari 1977, met het volgende lid:

« Hetzelfde geldt wat betreft de tijd die dubbel te rekenen is krachtens artikel 6, littera D, 1^{ste} lid, van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, betreffende de weerstanders tegen het nazisme in de ingelijfde gebieden. »

Art. 29. L'article 4 de la loi du 24 avril 1958 déterminant, pour le calcul des pensions militaires d'ancienneté, la supputation des services accomplis pendant la guerre de 1940-1945 et pendant la campagne de Corée, est complété, avec effet au 1^{er} janvier 1977, par l'alinéa suivant:

« Il en est de même en ce qui concerne le temps à compter double en vertu de l'article 6, lettre D, 1^{re}, de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, relatif aux résistants au nazisme dans les régions annexées. »

— Aangenomen.

Adopté.

BOEK II. — Maatregelen betreffende de burgerlijke slachtoffers van beide oorlogen en hun rechthebbenden

Titel I. — Wijzigingen in de wetten betreffende de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden

Hoofdstuk I. — Wijzigingen aangebracht binnen het raam van de huidige pensioenregeling

Art. 30. In artikel 6bis van de wet van 15 maart 1954, betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, ingevoegd bij artikel 10 van de wet van 23 december 1970 en gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 15 juli 1976, bij artikel 2 van de wet van 30 december 1977, bij artikel 2 van de wet van 11 juli 1979 tot wijziging van de vaste verhoudingen waarbij de bedragen van de pensioenen voor burgerlijke slachtoffers van beide oorlogen en hun rechthebbenden aan de bedragen van de vergoedingspensioenen worden gekoppeld en bij artikel 31 van de wet van 4 juni 1982, wordt de tabel van de periodes en verhoudingen van de enige bedragen van de pensioenen voor invaliden bedoeld in artikel 6 aangevuld met de volgende bepalingen met uitwerking op 1 oktober 1983:

« e) Wat betreft de invaliden bedoeld in artikel 6, § 1, die werden gedeporteerd voor de verplichte tewerkstelling:

1^o Wanneer het schadelijk feit door die deportatie is veroorzaakt;

2^o En wanneer de hoedanigheid van gedeporteerde voor de verplichte tewerkstelling hem, uit hoofde van die deportatie, is toegekend door de overheden bedoeld in het eerste lid van artikel 4:

Periode en verhouding: Invaliditeitspercentage in pct.: 10 à 100;

Met ingang van 1 oktober 1983: 85;

f) Wat betreft de invaliden bedoeld in artikel 6, § 2, die werden gedeporteerd voor de verplichte tewerkstelling in de zin als bedoeld in rubriek e van dit artikel:

Invaliditeitspercentage in pct.: 10 à 100;

Met ingang van 1 oktober 1983: 95;

Onverminderd de toepassing van het laatste lid van artikel 6, § 3, van deze wet wordt wanneer de schade bestaat uit meerdere lichaamsgebreken waarvan één gans of gedeeltelijk het gevolg is van het schadelijk feit bedoeld in de rubrieken e en f van dit artikel, voor de berekening van het pensioen de gehele schade geacht het gevolg te zijn van dat schadelijk feit. »

LIVRE II. — Mesures concernant les victimes civiles des deux guerres et leurs ayants droit

Titre 1^{er}. — Modifications aux lois relatives aux victimes civiles de la guerre 1940-1945 et à leurs ayants droit

Chapitre 1^{er}. — Modifications apportées dans le cadre du régime actuel des pensions

Art. 30. A l'article 6bis de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre

1940-1945 et de leurs ayants droits, inséré par l'article 10 de la loi du 23 décembre 1970 et modifié par l'article 2 de la loi du 15 juillet 1976, par l'article 2 de la loi du 30 décembre 1977, par l'article 2 de la loi du 11 juillet 1979 modifiant les rapports constants par lesquels les montants des pensions des victimes civiles des deux guerres et de leurs ayants droit sont liés aux montants des pensions de réparation et par l'article 31 de la loi du 4 juin 1982, le tableau reprenant les périodes et proportions des taux uniques des pensions des invalides visés à l'article 6 est complété, avec effet au 1^{er} octobre 1983, par les dispositions suivantes :

« e) Quant aux invalides visés à l'article 6, § 1^{er}, qui ont été déportés pour le travail obligatoire :

1^o Si le fait dommageable a été causé par cette déportation ;

2^o Et si, en raison de cette déportation, la qualité de déporté pour le travail obligatoire lui a été reconnue par les autorités visées au premier alinéa de l'article 4 :

Période et proportion : Taux d'invalidité en p.c. : 10 à 100 ;

A partir du 1^{er} octobre 1983 : 85 ;

f) Quant aux invalides visés à l'article 6, § 2, qui ont été déportés pour le travail obligatoire au sens visé à la rubrique e du présent article :

Taux d'invalidité en p.c. : 10 à 100 ;

A partir du 1^{er} octobre 1983 : 95.

Sans préjudice de l'application du dernier alinéa de l'article 6, § 3, de la présente loi, lorsque le dommage consiste en infirmités multiples dont l'une est la conséquence en tout ou en partie du fait dommageable visé aux rubriques e et f du présent article, le dommage est censé, en vue du calcul de la pension, être tout entier la conséquence de ce fait dommageable. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 31. Artikel 13, § 1, eerste lid, van dezelfde wet van 15 maart 1954 zoals het is vervangen bij artikel 10 van de wet van 27 mei 1969 en gewijzigd bij artikel 15, 1^o, van de wet van 23 december 1970 wordt gewijzigd als volgt :

1^o Met uitwerking op 1 januari 1983 wordt het aangevuld met de volgende bepaling :

« Dit pensioen wordt verhoogd met de helft van het verschil tussen een aldus berekend pensioen en dat voor de berekening waarvan het referentiebedrag van het jaarlijks pensioen op grondslag van 100 pct. invaliditeit datgene is bedoeld bij artikel 6bis, b. »

2^o Met uitwerking op 1 januari 1984 wordt het vervangen door de volgende bepaling :

« Het jaarlijks pensioen van de langstlevende echtgenoot bedoeld in artikel 12, § 4, 1^o, is gelijk aan 62 pct. van het bedrag van het jaarlijks pensioen bij artikel 6bis, b, vastgesteld wegens 100 pct. invaliditeit. »

Art. 31. L'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi du 15 mars 1954, tel qu'il a été remplacé par l'article 10 de la loi du 27 mai 1969 et modifié par l'article 15, 1^o, de la loi du 23 décembre 1970, est modifié comme suit :

1^o Il est complété avec effet au 1^{er} janvier 1983, par la disposition suivante :

« Cette pension est augmentée de la moitié de la différence entre une pension ainsi calculée et celle pour le calcul de laquelle le montant de référence de la pension annuelle à raison de 100 p.c. d'invalidité est celui visé par l'article 6bis, b. »

2^o Il est remplacé, avec effet au 1^{er} janvier 1984, par la disposition suivante :

« La pension annuelle du conjoint survivant visée à l'article 12, § 4, 1^o, est égale à 62 p.c. du montant de la pension annuelle fixée, à raison de 100 p.c. d'invalidité, par l'article 6bis, b. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 32. Met uitwerking op 1 oktober 1983 wordt in dezelfde wet van 15 maart 1954 een artikel 16ter ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 16ter. Indien het overlijden van het slachtoffer veroorzaakt werd door de oorlogshandeling bedoeld bij artikel 6bis, e, en de voorwaarden gesteld in die rubriek vervuld zijn, worden de jaarlijkse pensioenen van de rechthebbenden verhoogd als volgt :

a) Het pensioen van de langstlevende echtgenoot bedoeld in artikel 12, § 4, 1^o, wordt gebracht op 62 pct. van het bedrag van het jaarlijks pensioen bij artikel 6bis, f, vastgesteld wegens 100 pct. invaliditeit.

Het jaarlijks pensioen van de weduwe bedoeld in artikel 12, § 4, 1^obis, wordt gebracht op 50,56 pct. van het bij het voorgaande lid vastgestelde jaarlijks pensioen van de langstlevende echtgenoot.

Het jaarlijks pensioen van de weduwe bedoeld in artikel 12, § 4, 1^oter, wordt gebracht op het bedrag van het jaarlijks pensioen, verminderd met de helft, van de weduwe bedoeld in artikel 12, § 4, 1^obis.

b) Het gezamenlijk pensioen van de kinderen verwekt vóór het schadelijk feit of gesproken uit een huwelijk aangegaan vóór het schadelijk feit, wordt gebracht op het bedrag van het bij dit artikel, punt a, eerste lid, vastgestelde jaarlijks pensioen van de langstlevende echtgenoot.

Het gezamenlijk pensioen van de kinderen gesproken uit een huwelijk aangegaan binnen de termijnen bedoeld in deze b, eerste lid, § 4, 1^obis, wordt gebracht op het bedrag van het jaarlijks weduwenpensioen, vastgesteld bij dit artikel, punt a, tweede lid.

Wanneer een zelfde slachtoffer kinderen nalaat waarvan de een aanspraak kunnen maken op het pensioen bedoeld in deze b, eerste lid, en de anderen op het pensioen bedoeld in het tweede lid, worden al die kinderen, zonder onderscheid, beschouwd recht te hebben op het gezamenlijk pensioen, bedoeld in het eerste lid van dezelfde b.

c) De ascendentenpensioenen worden vastgesteld als volgt : ten opzichte van dezelfde categorieën ascendenten en onder dezelfde inkomstvoorwaarden als die bepaald bij artikel 15 wordt de verhouding 75 pct. voorgeschreven bij dezelfde bepaling, gebracht op 80 pct. »

Art. 32. Dans le même loi du 15 mars 1954, un article 16ter, rédigé comme suit, est inséré avec effet au 1^{er} octobre 1983 :

« Art. 16ter. Si le décès de la victime a été causé par le fait de guerre visé par l'article 6bis, e, et si les conditions prévues par cette rubrique sont remplies, les pensions annuelles des ayants droit sont majorées ainsi qu'il suit :

a) La pension du conjoint survivant visée à l'article 12, § 4, 1^o, est portée à 62 p.c. du montant de la pension annuelle fixée, à raison de 100 p.c. d'invalidité, par l'article 6bis, f.

La pension annuelle de la veuve visée à l'article 12, § 4, 1^obis, est portée à 50,56 p.c. du montant de la pension du conjoint survivant fixée par l'alinéa qui précède.

La pension annuelle de la veuve visée à l'article 12, § 4, 1^oter, est fixée au montant de la pension annuelle, réduite de la moitié, de la veuve visée à l'article 12, § 4, 1^obis.

b) La pension conjointe des enfants conçus avant le fait dommageable ou issus d'un mariage contracté antérieurement au fait dommageable, est portée au montant de la pension annuelle du conjoint survivant fixée par le présent article, point a, premier alinéa.

La pension conjointe des enfants issus d'un mariage contracté dans les délais visés à l'article 12, § 4, 1^obis, est portée au montant de la pension annuelle de veuve fixée par le présent article, point a, deuxième alinéa.

Lorsqu'une même victime laisse des enfants dont les uns peuvent prétendre à la pension visée au présent b, premier alinéa, et les autres à la pension visée au deuxième alinéa, tous ces enfants, sans distinction, ont droit conjointement à la pension visée au premier alinéa du même b.

c) Les pensions d'ascendants sont fixées comme suit : à l'égard des mêmes catégories d'ascendants et aux mêmes conditions de revenus que celles déterminées par l'article 15, le rapport 75 p.c. fixé par la même disposition est porté à 80 p.c. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 33. In dezelfde wet van 15 maart 1954 wordt artikel 17ter, ingevoegd bij artikel 35 van de wet van 4 juni 1982, gewijzigd als volgt :

§ 1. Met uitwerking op 1 januari 1983 wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« Die vergoeding wordt verhoogd met de helft van het verschil tussen een aldus berekende vergoeding en die voor de berekening waarvan het referentiebedrag van de jaarlijkse aanvullende vergoeding datgene is bedoeld bij artikel 6bis, b. »

§ 2. Met uitwerking op 1 januari 1984 wordt het voornoemde aldus aangevulde tweede lid vervangen door de volgende bepaling;

«Die vergoeding is gelijk aan 62 pct. van het bedrag van de aanvullende jaarlijkse vergoeding waarin voorzien bij artikel 6ter ten voordele van de invaliden tegen 100 pct. bedoeld bij artikel 6bis, b, in geval van toekenning van het pensioen op grond van het bepaalde bedoeld bij artikel 13, § 1, eerste lid.»

§ 3. Met uitwerking op 1 januari 1982 wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling:

«Die vergoeding is gelijk aan 62 pct. van het bedrag van de jaarlijkse aanvullende vergoeding waarin voorzien bij artikel 6ter ten voordele van de invaliden tegen 100 pct. bedoeld bij artikel 6bis, d, in geval van toekenning van het pensioen op grond van het bepaalde bedoeld bij artikel 16bis, § 1, a, eerste lid.»

§ 4. Met uitwerking op 1 oktober 1983 wordt een vierde paragraaf toegevoegd luidend als volgt:

«Die vergoeding is gelijk aan 62 pct. van het bedrag van de jaarlijkse aanvullende vergoeding waarin voorzien bij artikel 6ter ten voordele van de invaliden tegen 100 pct. bedoeld bij artikel 6bis, f, in geval van toekenning van het pensioen op grond van het bepaalde bij artikel 16ter, a, eerste lid.»

Art. 33. Dans la même loi du 15 mars 1954, l'article 17ter, inséré par l'article 35 de la loi du 4 juin 1982, est modifié comme il suit:

§ 1^{er}. L'alinéa 2 est complété comme suit avec effet au 1^{er} janvier 1983:

«Cette indemnité est augmentée de la moitié de la différence entre une indemnité ainsi calculée et celle pour le calcul de laquelle le montant de référence de l'indemnité annuelle complémentaire est celui visé par l'article 6bis, b.»

§ 2. L'alinéa 2 précité ainsi complété est remplacé avec effet au 1^{er} janvier 1984 par la disposition suivante:

«Cette indemnité est égale à 62 p.c. du montant de l'indemnité annuelle complémentaire prévue par l'article 6ter en faveur des invalides à 100 p.c. visés par l'article 6bis, b, en cas d'octroi de la pension sur la base des dispositions visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.»

§ 3. L'alinéa 3 est remplacé avec effet au 1^{er} janvier 1982 par la disposition suivante:

«Cette indemnité est égale à 62 p.c. du montant de l'indemnité annuelle complémentaire prévue par l'article 6ter en faveur des invalides à 100 p.c. visés par l'article 6bis, d, en cas d'octroi de la pension sur la base des dispositions visées à l'article 16bis, § 1^{er}, a, alinéa 1^{er}.»

§ 4. Un alinéa 4 ainsi libellé est ajouté avec effet au 1^{er} octobre 1983:

«Cette indemnité est égale à 62 p.c. du montant de l'indemnité annuelle complémentaire prévue par l'article 6ter en faveur des invalides à 100 p.c. visés par l'article 6bis, f, en cas d'octroi de la pension sur la base des dispositions visées à l'article 16ter, a, alinéa 1^{er}.»

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II. — Wijzigingen aangebracht in de huidige pensioenregeling door de instelling van een weduwen- of wezenpensioen toegekend in verhouding tot het invaliditeitspercentage van het slachtoffer

Art. 34. Met uitwerking op 1 januari 1983 wordt artikel 12, § 4, 3^o, eerste lid, van dezelfde wet van 15 maart 1954, zoals het werd gewijzigd door artikel 9, 3^o, van de wet van 6 juli 1964, vervangen door de volgende bepaling:

«Indien het recht op het pensioen niet kan toegekend worden aan de voornoemde personen of aan de personen bedoeld in artikel 17quater van deze wet, de vader en moeder van het slachtoffer of één van hen wanneer de andere overleden is.»

Chapitre II. — Modifications apportées au régime actuel des pensions par l'institution d'une pension de veuve ou d'orphelin octroyée en fonction du pourcentage d'invalidité de la victime

Art. 34. L'article 12, § 4, 3^o, 1^{er} alinéa, de la même loi du 15 mars 1954, tel qu'il a été modifié par l'article 9, 3^o, de la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante, avec effet au 1^{er} janvier 1983:

«Si le droit à la pension ne peut être reconnu aux personnes précitées ou aux personnes visées à l'article 17quater de la présente loi, les père et mère de la victime ou l'un d'eux lorsque l'autre est décédé.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 35. Met uitwerking op 1 januari 1983 wordt in dezelfde wet van 15 maart 1954 een artikel 17quater ingevoegd, luidend als volgt:

«Art. 17quater. § 1. Onder de voorwaarden en op de wijze als bepaald bij de volgende paragrafen kunnen de weduwen en wezen die zich bevinden in de toestand welke de volgende gegevens bevat, aanspraak maken op pensioen;

— Het slachtoffer is overleden na 31 december 1982;

— Aan de vereisten gesteld bij artikel 17bis wordt niet voldaan;

— Het schadelijk feit dagtekent van vóór 1 januari 1983.

§ 2. De bepalingen bedoeld bij de artikelen 5, § 2; 12, §§ 1, 2, 3, 4, 1^o, 1^obis, 1^oter, 1^oquater en 2^o; 13, §§ 1 en 2; 14, §§ 1 en 2; 16bis, § 1, a en b; 17ter van deze wet zijn niet van toepassing op de rechthebbenden bedoeld in § 1 van dit artikel.

Alle andere bepalingen van voornoemde wet blijven van toepassing zo daartoe aanleiding bestaat.

§ 3. De weduwe verkrijgt het pensioen waarin bij dit artikel wordt voorzien voor zover:

1^o Het huwelijk ten minste 10 jaar geduurd heeft;

2^o De echtgenoot tijdens de periode van één jaar vóór zijn overlijden zonder onderbreking krachtens deze wet houder is geweest als oorlogsinvalide van een pensioen waarvan het bedrag minstens gelijk is aan dat overeenstemmend met een invaliditeitspercentage van 10 pct. vergoed met toepassing van artikel 6, § 1.

§ 4. De op eis van de echtgenoot van tafel en bed gescheiden weduwen, alsook de op grond van de artikelen 229, 231, 232 en 233 van het Burgerlijk Wetboek gescheiden vrouwen kunnen geen aanspraak maken op het pensioen.

De weduwe die een nieuw huwelijk aangaat verliest definitief haar pensioenrechten.

§ 5. Voor zover zij volle wezen zijn, kunnen de wettige, gewettigde of erkende natuurlijke kinderen van de hierboven bedoelde invaliden aanspraak maken op het bij dit artikel voorziene pensioen, indien de invalide die voor hen het recht op pensioen opent, aan de in § 3, 2^o, gestelde voorwaarden heeft voldaan.

Het pensioen wordt gezamenlijk toegekend aan de wezen die de leeftijd van 21 jaar niet bereikt hebben en wordt uitbetaald tot de jongste van hen deze leeftijd bereikt heeft.

De leeftijdsgrens van 21 jaar wordt op 25 jaar gebracht ten behoeve van de wezen die onderwijs volgen, een stage doorlopen of een verhandeling voorbereiden onder de voorwaarden vastgesteld voor de toekenning van kinderbijslag in deze gevallen in de werknemersregeling.

Het genot van die afwijking moet worden aangevraagd door de belanghebbende in de vormen normaal voorgeschreven voor het indienen van de aanvragen; het pensioen voortvloeiend uit die afwijking gaat in volgens de algemene regelen van kracht inzake ingang van de rechthebbende pensioenen.

Voor de toepassing van dit artikel worden als moederloze wezen beschouwd de kinderen wier moeder haar recht op pensioen krachtens het bepaalde bij § 2, tweede lid, of § 4, komt te verliezen.

Het in deze paragraaf bedoelde pensioen wordt verdeeld in gelijke delen onder alle hier bedoelde kinderen die aanspraak op pensioen kunnen maken.

Wanneer een weduwe haar pensioenrecht verliest met toepassing van § 2, tweede lid, of § 4 van dit artikel, gaat het wezenpensioen ten vroegste in vanaf de eerste dag van het burgerlijk kwartaal volgend op dat waarin het weduwenpensioen niet meer verschuldigd is.

§ 6. 1^o Het bedrag van het pensioen wordt vastgesteld op een percentage van het pensioenbedrag overeenstemmend met de invaliditeitsgraad uit hoofde waarvan de invalide, op grond van deze wet, vergoed werd op de datum van één jaar vóór die van zijn overlijden. Dit percentage is hetzelfde als datgene voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 7 en 16, 1^o, van de wet van 4 juni 1982 tot wijziging van de pensioenregeling der oorlogsweduwen.

2^o Voor de toepassing van het voorgaande punt:

— Wordt geen rekening gehouden met alle vergoedingen bedoeld bij deze wet met betrekking tot het pensioen; evenwel blijft artikel

6bis, § 2, waarbij, buiten het pensioen, een speciale vergoeding wordt toegekend aan de rechthebbenden van invaliden die zich vrijwillig onttrokken hebben aan de verplichtingen van militaire aard opgelegd door de vijand of zijn agenten, van toepassing;

— Indien, gedurende de periode van één jaar vóór het overlijden, het bedrag van het invaliditeitspensioen verminderd werd wegens de vaststelling van een afdalende schaal, wordt dit nieuwe bedrag van het invaliditeitspensioen in aanmerking genomen voor de berekening van het pensioen van rechthebbende.

§ 7. Er kan slechts één enkel weduwen- of wezenpensioen worden toegekend krachtens dit artikel, de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen, de wet van 24 april 1958, de wet van 8 juli 1970, de wet van 9 maart 1953 of de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers 1914-1918, gecoördineerd op 19 augustus 1921 of de wet van 6 juli 1964 waarbij de toepassing van de wetten betreffende de herstellingspensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden wordt uitgebreid tot de gevolgen van sommige feiten die zich hebben voorgedaan op het grondgebied van Kongo (Leopoldstad), van Rwanda en van Burundi.

Bij voorkomend geval wordt enkel het hoogste pensioen toegekend.

Evenwel belet een weduwen- of wezenpensioen toegekend in het raam van de toepassing van artikel 5, § 3bis, van de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 gecoördineerd op 19 augustus 1921 of in het raam van de toepassing van de wet van 4 juni 1982 tot wijziging van de pensioenregeling der oorlogsweduwen, niet de toekenning van een pensioen op grond van dit artikel.

§ 8. Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning afwijken van § 1 en op de wijze als Hij bepaalt, het genot van dit artikel uitbreiden tot de weduwen en wezen van invaliden overleden vóór 1 januari 1983.

Art. 35. Dans la même loi du 15 mars 1954, il est inséré avec effet au 1^{er} janvier 1983 un article 17^{quater} libellé comme suit :

« Art. 17^{quater}. § 1^{er}. Peuvent, selon les conditions et modalités fixées par les paragraphes suivants, prétendre à pension les veuves et orphelins se trouvant dans la situation comportant les éléments suivants :

- Le décès de la victime est postérieur au 31 décembre 1982;
- Les conditions de l'article 17bis ne sont pas réalisées;
- Le fait dommageable est antérieur au 1^{er} janvier 1983.

§ 2. Ne sont pas applicables aux ayants droit visés au paragraphe 1^{er} du présent article les dispositions visées aux articles 5, § 2; 12, §§ 1^{er}, 2, 3, 4, 1^o, 1^obis, 1^oter, 1^oquater et 2^o; 13, §§ 1^{er} et 2; 14, §§ 1^{er} et 2; 16bis, § 1^{er}, a et b; 17ter de la présente loi.

Toutes les autres dispositions de ladite loi restent applicables, s'il échet.

§ 3. La veuve obtient la pension prévue par le présent article pour autant :

1^o Que le mariage ait duré 10 ans au moins;

2^o Que pour la période d'un an précédant son décès, le mari ait été titulaire sans interruption, en qualité d'invalidé sur base de la présente loi, d'une pension dont le taux est au moins égal à celui correspondant à un degré d'invalidité de 10 p.c. indemnisé en application de l'article 6, § 1^{er}.

§ 4. Les veuves séparées de corps à la requête du mari, ainsi que les femmes divorcées sur la base des articles 229, 231, 232 et 233 du Code civil, ne peuvent prétendre à la pension.

La veuve qui contracte un nouveau mariage perd définitivement ses droits à pension.

§ 5. Pour autant qu'ils soient orphelins de père et de mère, les enfants légitimes, légitimés ou naturels reconnus d'invalides visés ci-dessus, peuvent prétendre à la pension prévue par le présent article si l'invalidité leur ouvrant le droit à pension a satisfait aux conditions prévues au § 3, 2^o.

La pension est accordée conjointement aux orphelins qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans et est payée jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint cet âge.

La limite d'âge de 21 ans est portée à 25 ans en faveur des orphelins qui suivent des cours, effectuent un stage ou préparent un mémoire dans les conditions fixées pour l'octroi dans ce cas d'allocations familiales dans le régime des travailleurs salariés.

Le bénéfice de cette dérogation doit être sollicité par l'intéressé dans les formes normalement prévues pour l'introduction des

demandes; la pension résultant de cette dérogation prend cours selon les règles générales en vigueur en matière de prise de cours des pensions d'ayants droit.

Sont considérés comme orphelins de mère pour l'application du présent article, les enfants dont la mère vient à perdre son droit à pension en raison des dispositions des § 2, alinéa 2, ou § 4.

La pension visée au présent paragraphe est répartie par parts égales entre tous les enfants ici visés pouvant prétendre à pension.

Lorsqu'une veuve vient à perdre ses droits à pension par application des § 2, alinéa 2, ou § 4 du présent article, la pension d'orphelin prend cours au plus tôt au premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel la pension de veuve a cessé d'être due.

§ 6. 1^o Le taux de la pension est fixé à un pourcentage du taux de la pension correspondant au degré d'invalidité qui, sur la base de la présente loi, était indemnisé dans le chef de l'invalidé à la date précédant d'un an celle de son décès. Ce pourcentage est le même que celui qui découle de l'application des articles 7 et 16, 1^o, de la loi du 4 juin 1982 réformant le régime de pension des veuves de guerre.

2^o Pour l'application du point précédent :

— Il est fait abstraction de toutes les indemnités afférentes à la pension qui sont visées par la présente loi; toutefois l'article 16bis, § 2, octroyant, en sus de la pension, une indemnité spéciale aux ayants droit d'invalides s'étant soustraits volontairement aux obligations militaires imposées par l'ennemi ou ses agents, reste d'application;

— Si, pendant la période d'un an précédant le décès, le taux de la pension d'invalidité a subi une diminution du fait de l'établissement d'une échelle dégressive, c'est ce nouveau taux de pension d'invalidité qui est pris en considération pour le calcul de la pension d'ayant droit.

§ 7. Il ne peut être accordé qu'une seule pension de veuve ou d'orphelins au titre du présent article, des lois coordonnées sur les pensions militaires, des lois coordonnées sur les pensions de réparation, de la loi du 24 avril 1958, de la loi du 8 juillet 1970, de la loi du 9 mars 1953 ou des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918, coordonnées le 19 août 1921, ou de la loi du 6 juillet 1964 étendant l'application des lois relatives aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, aux conséquences de certains faits survenus sur les territoires du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi.

Le cas échéant, la pension la plus élevée est seule accordée.

Toutefois, une pension de veuve ou d'orphelins octroyée dans le cadre de l'application de l'article 5, § 3bis, des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 coordonnées le 19 août 1921 ou encore dans le cadre de l'application de la loi du 4 juin 1982 réformant le régime de pension des veuves de guerre, ne fait pas obstacle à l'octroi d'une pension sur la base du présent article.

§ 8. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut déroger au § 1^{er} et étendre, selon les modalités qu'il détermine, le bénéfice du présent article aux veuves et orphelins d'invalides décédés antérieurement au 1^{er} janvier 1983.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 36. Met uitwerking op 1 januari 1983 wordt in dezelfde wet van 15 maart 1954, artikel 20, § 4, zoals het door artikel 15 van de wet van 6 juli 1964 wordt vervangen, aangevuld met het volgend lid :

« Dat beroep schorst evenmin de tenuitvoerlegging van de beslissing uitspraak doende over het pensioenrecht ingesteld bij artikel 17^{quater} van deze wet, voor zover de beslissing is getroffen door de minister. »

Art. 36. Dans la même loi du 15 mars 1954, l'article 20, § 4, tel qu'il est remplacé par l'article 15 de la loi du 6 juillet 1964, est complété, avec effet au 1^{er} janvier 1982, par l'alinéa suivant :

« Ce recours ne suspend pas non plus l'exécution de la décision statuant sur le droit à pension institué par l'article 17^{quater} de la présente loi, pour autant que la décision soit prise par le ministre. »

— Aangenomen.

Adopté.

Titel II. — Wijzigingen in de wetten betreffende de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en hun rechthebbenden

Hoofdstuk I. — Wijzigingen aangebracht binnen het raam van de huidige pensioenregeling

Art. 37. Artikel 5, § 2, 1^o, b, van de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog, gecoördineerd op 19 augustus 1921, vervangen door artikel 9 van de wet van 27 mei 1969 en gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 23 december 1970, wordt gewijzigd als volgt:

1^o Met uitwerking op 1 januari 1983 wordt het aangevuld met de volgende bepaling:

«Deze uitkering wordt verhoogd met de helft van het verschil tussen een aldus berekende jaarlijkse uitkering en die voor de berekening waarvan het referentiebedrag van de jaarlijkse uitkering tegen een invaliditeitsvoet van 100 pct. datgene is bedoeld bij artikel 2bis, § 1, b.»

2^o Met uitwerking op 1 januari 1984 wordt het vervangen door de volgende bepaling:

«Wanneer het gaat om een ander slachtoffer, op een jaarlijkse uitkering gelijk aan 62 pct. van het bedrag van de jaarlijkse uitkering voor een zodanig slachtoffer, tegen een invaliditeitsvoet van 100 pct. vastgesteld bij artikel 2bis, § 1, b.»

Titre II. — Modifications aux lois relatives aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et à leurs ayants droit

Chapitre 1^{er}. — Modifications apportées dans le cadre du régime actuel des pensions

Art. 37. L'article 5, § 2, 1^o, b, des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921, remplacé par l'article 9 de la loi du 27 mai 1969 et modifié par l'article 3 de la loi du 23 décembre 1970, est modifié comme suit:

1^o Il est complété, avec effet au 1^{er} janvier 1983, par la disposition suivante:

«Cette allocation est augmentée de la moitié de la différence entre une allocation annuelle ainsi calculée et celle pour le calcul de laquelle le montant de référence de l'allocation annuelle à raison de 100 p.c. d'invalidité est celui visé par l'article 2bis, § 1^{er}, b.»

2^o Il est remplacé, avec effet au 1^{er} janvier 1984, par la disposition suivante:

«S'il s'agit d'une autre victime, à une allocation annuelle égale à 62 p.c. du montant de l'allocation annuelle fixée au profit de semblable victime, à raison de 100 p.c. d'invalidité par l'article 2bis, § 1^{er}, b.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 38. In dezelfde gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 wordt artikel 5, § 7, ingevoegd bij artikel 30 van de wet van 4 juni 1982, gewijzigd als volgt:

1^o Met uitwerking op 1 januari 1983 wordt het tweede lid aangevuld als volgt:

«Deze vergoeding wordt verhoogd met de helft van het verschil tussen een aldus berekende vergoeding en die voor de berekening waarvan het referentiebedrag van de jaarlijkse aanvullende vergoeding datgene is bedoeld bij artikel 2bis, § 1, b.»

2^o Met uitwerking op 1 januari 1984 wordt het tweede aldus aangevulde lid vervangen door de volgende bepaling:

«Wanneer de uitkering wordt toegekend op de grondslag van het bedrag waarin voorzien bij artikel 5, § 2, 1^o, b, is die vergoeding gelijk aan 62 pct. van het bedrag van de aanvullende jaarlijkse vergoeding waarin voorzien bij artikel 2bis, § 1bis, ten voordele van de invaliden tegen 100 pct. wier schade niet het gevolg is van een vaderlandslievende daad en die bedoeld zijn in artikel 2bis, § 1, b.»

Art. 38. Dans les mêmes lois coordonnées le 19 août 1921, l'article 5, § 7, inséré par l'article 30 de la loi du 4 juin 1982 est modifié comme suit:

1^o L'alinéa 2 est complété comme suit avec effet au 1^{er} janvier 1983:

« Cette indemnité est augmentée de la moitié de la différence entre une indemnité ainsi calculée et celle pour le calcul de laquelle le montant de référence de l'indemnité annuelle complémentaire est celui visé par l'article 2bis, § 1^{er}, b. »

2^o L'alinéa 2 ainsi complété est remplacé avec effet au 1^{er} janvier 1984 par la disposition suivante:

« Lorsque l'allocation est octroyée sur la base du montant prévu à l'article 5, § 2, 1^o, b, cette indemnité est égale à 62 p.c. du montant de l'indemnité annuelle complémentaire prévue par l'article 2bis, § 1^{er}bis, en faveur des invalides à 100 p.c. dont le dommage n'est pas la conséquence d'un acte patriotique et qui sont visés à l'article 2bis, § 1^{er}, b. »

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II. — Wijzigingen aangebracht in de huidige pensioenregeling door de instelling van een weduwen- of wezenpensioen toegekend in verhouding tot het invaliditeitspercentage van het slachtoffer

Art. 39. Met uitwerking op 1 januari 1983 wordt in dezelfde gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 een artikel 5, § 3bis, ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 5. § 3bis. 1^o Onder de voorwaarden en op de wijze als bepaald bij dit artikel 5, § 3bis, kunnen de weduwen en wezen die zich bevinden in de toestand welke de volgende gegevens bevat aanspraak maken op een uitkering:

— Het slachtoffer is overleden na 31 december 1982;

— Aan de vereisten gesteld bij artikel 5, § 2, 3^o, van deze gecoördineerde wetten wordt niet voldaan;

— Het schadelijk feit of het nieuwe feit in de zin van artikel 9, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten dagtekent van vóór 1983.

2^o De bepalingen bedoeld bij de artikelen 5, § 1; § 2, 1^o, 2^o, 3^o, tweede lid, 4^o en 5^o; § 3; § 6 en § 7; 13, zevende en achtste lid, van voornoemde gecoördineerde wetten zijn niet van toepassing op de rechthebbenden bedoeld in punt 1^o van dit artikel.

De andere artikelen van dezelfde gecoördineerde wetten zoals uitdrukkelijk of stilzwijgend zijn gewijzigd bij dit artikel blijven, wanneer daartoe aanleiding bestaat, van toepassing.

3^o De weduwe verkrijgt de uitkering waarin bij dit artikel wordt voorzien voor zover:

a) Het huwelijk ten minste tien jaar geduurd heeft;

b) De echtgenoot tijdens de periode van één jaar vóór zijn overlijden zonder onderbreking krachtens deze wet houder is geweest als oorlogsinvaliden van een uitkering waarvan het bedrag minstens gelijk is aan dat overeenstemmend met een invaliditeitspercentage van 10 pct. vergoed met toepassing van artikel 2, § 1, derde lid, tweede kolom, van deze gecoördineerde wetten.

4^o De op eis van de echtgenoot van tafel en bed gescheiden weduwen, alsook de op grond van de artikelen 229, 231, 232 en 233 van het Burgerlijk Wetboek gescheiden vrouwen kunnen geen aanspraak maken op de uitkering.

De weduwe die een nieuw huwelijk aangaat verliest definitief haar uitkeringsrechten.

5^o Voor zover zij volle wezen zijn, kunnen de wettige, gewettigde of erkende natuurlijke kinderen van de hierboven bedoelde invaliden aanspraak maken op de bij dit artikel voorziene uitkering, indien de invalide die voor hen het recht op de uitkering opent, aan de in punt 3^o, b, gestelde voorwaarden heeft voldaan.

De uitkering wordt gezamenlijk toegekend aan de wezen die de leeftijd van 21 jaar niet bereikt hebben en wordt uitbetaald tot de jongste van hen deze leeftijd bereikt heeft.

De leeftijdsgrens van 21 jaar wordt op 25 jaar gebracht ten behoeve van de wezen die onderwijs volgen, een stage doorlopen of een verhandeling voorbereiden onder de voorwaarden vastgesteld voor de toekenning van kinderbijslag in deze gevallen in de werknemersregeling. Het genot van die afwijking moet worden aangevraagd door de belanghebbende in de vormen normaal voorgeschreven voor het indienen van de aanvragen; de uitkering voortvloeiend uit die afwijking gaat in volgens de algemene regelen van kracht inzake ingang van de rechthebbendenuitkeringen.

Voor de toepassing van dit artikel worden als moederloze wezen beschouwd de kinderen wier moeder haar recht op uitkering

krachtens het bepaalde bij punten 2°, tweede lid, of 4°, komt te verliezen.

De in dit punt bedoelde uitkering wordt verdeeld in gelijke delen onder alle hier bedoelde kinderen die aanspraak op uitkering kunnen maken.

Wanneer een weduwe haar uitkeringsrechten verliest met toepassing van de punten 2°, tweede lid, of 4°, van dit artikel gaat de wezenuitkering in vanaf de eerste dag van het burgerlijk kwartaal volgend op dat waarin de weduwenuitkering niet meer verschuldigd is.

6° a) Het bedrag van het pensioen wordt vastgesteld op een percentage van het uitkeringsbedrag overeenstemmend met de invaliditeitsgraad uit hoofde waarvan de invalide op grond van deze gecoördineerde wetten vergoed werd op de datum van één jaar vóór die van zijn overlijden. Dit percentage is hetzelfde als datgene voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 7 en 16, 1, van de wet van 4 juni 1982 tot wijziging van de pensioenregeling der oorlogsweduwen.

b) Voor de toepassing van het voorgaande punt 6°, a,

— Wordt geen rekening gehouden met alle vergoedingen behorend tot de invaliditeitsuitkering;

— Indien, gedurende de periode van één jaar vóór het overlijden, het bedrag van het invaliditeitspensioen verminderd werd wegens de vaststelling van een afdalende schaal, wordt dit nieuwe bedrag van het invaliditeitspensioen in aanmerking genomen voor de berekening van de uitkering van rechthebbende.

7° Er kan slechts één enkel weduwen- of wezenuitkering worden toegekend op grond van dit artikel, van de gecoördineerde wetten op de vergoedingpensioenen, van de wet van 24 april 1958, van de wet van 8 juli 1970, van de wet van 9 maart 1953, van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers of van de wet van 6 juli 1964 waarbij de toepassing van de wetten betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden wordt uitgebreid tot de gevolgen van sommige feiten die zich hebben voorgedaan op het grondgebied van Kongo (Leopoldstad), van Rwanda en van Burundi.

Bij voorkomend geval wordt enkel het hoogste pensioen toegekend.

Een weduwen- of wezenpensioen toegekend in het raam van de toepassing van artikel 17^{quater} van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 of nog in het raam van de toepassing van de wet van 4 juni 1982 tot wijziging van de pensioenregeling der oorlogsweduwen belet evenwel niet de toekenning van een uitkering op grond van dit artikel.

8° Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning afwijken van punt 1° van dit artikel en op de wijze als Hij bepaalt het genot van dit artikel uitbreiden tot de weduwen en wezen van invaliden overleden vóór 1 januari 1983.

9° Onverminderd de toepassing van punt 5°, zesde lid, van dit artikel, wordt de toekenning van een uitkering met toepassing van dit artikel, inzake procedure en ingangsdatum, onderworpen aan dezelfde regelen als die voorgeschreven met toepassing van het artikel 5, § 2, 3°, eerste lid, van deze gecoördineerde wetten.

In afwijking van deze regelen kan de beslissing van eerste aanleg evenwel door de minister worden genomen. In dat geval schorst een eventueel beroep van de belanghebbende voor de Hogere Commissie van beroep de tenuitvoerlegging van de beslissing niet. »

Chapitre II. — Modifications apportées au régime actuel des pensions par l'institution d'une pension de veuve ou d'orphelin octroyée en fonction du pourcentage d'invalidité de la victime

Art. 39. Dans les mêmes lois coordonnées le 19 août 1921, il est inséré, avec effet au 1^{er} janvier 1983, un article 5, § 3^{bis}, libellé comme suit :

« Art. 5. § 3^{bis}. 1° Peuvent, selon les conditions et modalités fixées par le présent article 5, § 3^{bis}, prétendre à allocation les veuves et orphelins se trouvant dans la situation comportant les éléments suivants :

— Le décès de la victime est postérieur au 31 décembre 1982;

— Les conditions de l'article 5, § 2, 3°, des présentes lois coordonnées ne sont pas réalisées;

— Le fait dommageable ou le fait nouveau au sens de l'article 9, § 1^{er}, des mêmes lois coordonnées est antérieur au 1^{er} janvier 1983.

2° Ne sont pas applicables aux ayants droit visés au point 1° du présent article les dispositions visées aux articles 5, § 1^{er}; § 2, 1°, 2°, 3°, alinéa 2, 4° et 5°; § 3; § 6 et § 7; 13, alinéas 7 et 8, desdites lois coordonnées.

Les autres articles des mêmes lois coordonnées tels qu'ils sont explicitement ou implicitement modifiés par le présent article, restent, s'il échet, applicables.

3° La veuve obtient l'allocation prévue par le présent article pour autant ;

a) Que le mariage ait duré dix ans au moins;

b) Que pour la période d'un an précédant son décès, le mari ait été titulaire sans interruption, en qualité d'invalide sur base de la présente loi, d'une allocation dont le taux est au moins égal à celui correspondant à un degré d'invalidité de 10 p.c. indemnité en application de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, deuxième colonne, des présentes lois coordonnées.

4° Les veuves séparées de corps à la requête du mari, ainsi que les femmes divorcées sur la base des articles 229, 231, 232 et 233 du Code civil, ne peuvent prétendre à l'allocation.

La veuve qui contracte un nouveau mariage perd définitivement ses droits à allocation.

5° Pour autant qu'ils soient orphelins de père et de mère, les enfants légitimes, légitimés ou naturels reconnus d'invalides visés ci-dessus, peuvent prétendre à l'allocation prévue par le présent article si l'invalide leur ouvrant le droit à l'allocation a satisfait aux conditions prévues au 3°, b.

L'allocation est accordée conjointement aux orphelins qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans et est payée jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint cet âge.

La limite d'âge de 21 ans est portée à 25 ans en faveur des orphelins qui suivent des cours, effectuent un stage ou préparent un mémoire dans les conditions fixées pour l'octroi dans ces cas d'allocations familiales dans le régime des travailleurs salariés. Le bénéfice de cette dérogation doit être sollicité par l'intéressé dans les formes normalement prévues pour l'introduction des demandes; l'allocation résultant de cette dérogation prend cours selon les règles générales en vigueur en matière de prise de cours des allocations d'ayants droit.

Sont considérés comme orphelins de mère pour l'application du présent article, les enfants dont la mère vient à perdre son droit à allocation en raison des dispositions des points 2°, alinéa 2, ou 4°.

L'allocation visée à la présente disposition est répartie par parts égales entre tous les enfants ici visés pouvant prétendre à allocation.

Lorsqu'une veuve vient à perdre ses droits à l'allocation par application des points 2°, alinéa 2, ou 4° du présent article, l'allocation d'orphelin prend cours au premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel l'allocation de veuve a cessé d'être due.

6° a) Le taux de la pension est fixé à un pourcentage du taux de l'allocation correspondant au degré d'invalidité qui, sur la base des présentes lois coordonnées, était indemnité dans le chef de l'invalide à la date précédant d'un an celle de son décès. Ce pourcentage est le même que celui qui découle de l'application des articles 7 et 16, 1, de la loi du 4 juin 1982 réformant le régime de pension des veuves de guerre.

b) Pour l'application du point précédent 6°, a,

— Il est fait abstraction de toutes les indemnités afférentes à l'allocation d'invalidité;

— Si, pendant la période d'un an précédant le décès, le taux de la pension d'invalidité a subi une diminution du fait de l'établissement d'une échelle dégressive, c'est ce nouveau taux de pension d'invalidité qui est pris en considération pour le calcul de l'allocation d'ayant droit.

7° Il ne peut être accordé qu'une seule pension de veuve ou d'orphelin au titre du présent article, des lois coordonnées sur les pensions militaires, des lois coordonnées sur les pensions de réparation, de la loi du 24 avril 1958, de la loi du 8 juillet 1970, de la loi du 9 mars 1953, de la loi du 15 mars 1954 relative au dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit ou de la loi du 6 juillet 1964 étendant l'application des lois relatives aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, aux conséquences de certains faits survenus sur les territoires du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi.

Le cas échéant, la pension la plus élevée est seule accordée.

Toutefois, une pension de veuve ou d'orphelin octroyée dans le cadre de l'application de l'article 17^{quater} de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 ou encore dans le cadre de l'application de la loi du 4 juin 1982 réformant le régime de pension des veuves de guerre, ne fait pas obstacle à l'octroi d'une allocation sur la base du présent article.

8° Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut déroger au point 1° du présent article et étendre, selon les modalités qu'il détermine, le bénéfice du présent article aux veuves et orphelins d'invalides décédés antérieurement au 1^{er} janvier 1983.

9° L'octroi d'une allocation en application du présent article, sans préjudice de l'application du point 5°, alinéa 6, de celui-ci, est soumis en matière de procédure et de dates de prise de cours aux mêmes règles que celles imposées en application de l'article 5, § 2, 3°, alinéa 1^{er}, des présentes lois coordonnées.

Toutefois, en dérogation à ces règles, la décision en première instance peut être prise par le ministre. Dans ce cas un recours éventuel de l'intéressé devant la Commission supérieure d'appel ne suspend pas l'exécution de la décision.

— Aangenomen.

Adopté.

Titel III. — Slotbepalingen

Art. 40. Uitvoerbare beslissingen niet in overeenstemming met de artikelen 30, 32 en 33, § 4, van deze wet worden herzien op verzoek van de belanghebbenden.

De aanvraag tot herziening heeft uitwerking de eerste dag van het kwartaal volgend op de indiening ervan. De aanvraag tot herziening ingediend vóór 1 januari 1984 heeft evenwel uitwerking op 1 oktober 1983.

Titre III. — Dispositions finales

Art. 40. Les décisions exécutoires qui ne sont pas conformes aux articles 30, 32 et 33, § 4, de la présente loi sont révisées à la demande des intéressés.

La demande en révision a effet le premier jour du trimestre suivant son introduction. Toutefois la demande en révision introduite avant le 1^{er} janvier 1984 a effet le 1^{er} octobre 1983.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 41. Pensioenaanvragen om in aanmerking te komen voor het genot van de artikelen 35 of 39 van deze wet ingediend vóór het verstrijken van een termijn van 90 dagen ingaande de dag waarop deze wet in werking treedt worden geacht te zijn ingediend binnen de maand van het overlijden.

Art. 41. Les demandes de pension tendant au bénéfice des articles 35 ou 39 de la présente loi qui sont introduites avant l'expiration d'un délai de 90 jours prenant cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont censées être introduites dans le mois du décès.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 42. Artikel 35 van deze wet waarbij een artikel 17^{quater} wordt ingevoegd in de voornoemde wet van 15 maart 1954 is niet van toepassing op de weduwen en wezen van slachtoffers van een schadelijk feit als bedoeld in de wet van 6 juli 1964, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1965, waarbij de toepassing van de wetten betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden wordt uitgebreid tot de gevolgen van sommige feiten die zich hebben voorgedaan op het grondgebied van Kongo (Leopoldstad), van Rwanda en van Burundi.

Art. 42. L'article 35 de la présente loi insérant un article 17^{quater} dans la loi précitée du 15 mars 1954 n'est pas applicable aux veuves et orphelins de victimes d'un fait dommageable au sens de la loi du 6 juillet 1964, modifiée par la loi du 31 mars 1965, étendant l'application des lois relatives aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit aux

conséquences de certains faits survenus sur les territoires du Congo (Leopoldville), du Rwanda et du Burundi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 43. § 1. Onder de bewoordingen «De minister» gebruikt in dit boek dient te worden verstaan «De minister die de belangen van de oorlogsgetroffenen onder zijn bevoegdheid heeft».

§ 2. De minister kan de hem bij dit boek toegekende bevoegdheid, op zijn verantwoordelijkheid en onder zijn toezicht, overdragen aan één of meer ambtenaren die tot zijn ministerie behoren.

Art. 43. § 1^{er}. Par les termes «Le ministre» employés dans le présent livre, il faut entendre «Le ministre qui a les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions».

§ 2. Les pouvoirs attribués par le présent livre au ministre peuvent être délégués par lui, sous sa responsabilité et son contrôle, à un ou plusieurs fonctionnaires relevant de son ministère.

— Aangenomen.

Adopté.

BOEK III. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de militaire en de burgerlijke slachtoffers

Art. 44. De pensioen- of toelageachterstallen voortvloeiend uit de in de artikelen 1 tot 4, 6, 7, 31, 33, §§ 1 en 2, 37 en 38 zijn slechts verschuldigd indien de begunstigde van het pensioen of de toelage op de datum van 1 oktober 1983 in leven is.

LIVRE III. — Dispositions communes aux victimes militaires et civiles

Art. 44. Les articles de pension ou d'allocation résultant des mesures prévues aux articles 1^{er} à 4, 6, 7, 31, 33, §§ 1^{er} et 2, 37 et 38 ne sont dus que si le bénéficiaire de la pension ou de l'allocation est en vie à la date du 1^{er} octobre 1983.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 45. De nieuwe pensioen- en toelagebedragen voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 1 tot 4, 6, 7, 30 tot 35 en 37 tot 39, afgerond op gehele franken op het onmiddellijk lagere veelvoud van vier, worden bij koninklijk besluit vastgesteld. Wat de pensioenen van de oorlog 1914-1918 betreft bedoeld in boek I, beschikt de Koning evenwel over de mogelijkheid om de bedragen waarvoor geen uitbetaling verricht werd, niet meer vast te stellen.

De door het Rekenhof, de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen en het ministerie van Financiën bijgehouden boeken worden zo nodig ambtshalve gewijzigd.

Art. 45. Les nouveaux taux des pensions et allocations résultant de l'application des articles 1^{er} à 4, 6, 7, 30 à 35 et 37 à 39, arrondis en francs entiers au multiple de quatre immédiatement inférieur, sont fixés par arrêté royal. Toutefois, en ce qui concerne les pensions de la guerre 1914-1918 visées au livre I^{er}, le Roi dispose de la faculté de ne plus fixer les taux pour lesquels aucun paiement n'est effectué.

Les livres que tiennent la Cour des comptes, la Caisse nationale des pensions de la guerre et le ministère des Finances, sont, s'il y a lieu, modifiés d'office.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 46. Met uitwerking op 1 januari 1983, wordt artikel 14, § 1, van de wet van 4 juni 1982 tot wijziging van de pensioenregeling der oorlogswezen aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

«In afwijking van het eerste lid kan een pensioen toegekend krachtens deze wet worden samengevoegd met een uitkering op grond van artikel 5, § 3^{bis}, van de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, samengevoegd op 19 augustus 1921 of(en) met een pensioen toegekend krachtens artikel 17^{quater} van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.»

Art. 46. L'article 14, § 1^{er}, de la loi du 4 juin 1982 réformant le régime de pension des veuves de guerre est complété, avec effet au 1^{er} janvier 1983, par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une pension accordée en vertu de la présente loi peut être cumulée avec une allocation octroyée sur la base de l'article 5, § 3bis, des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921 ou(et) avec une pension octroyée en vertu de l'article 17quater de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 47 luidt :

Art. 47. 1. In § 1, het 1^o van het tweede lid te vervangen als volgt :

« 1^o De pensioenen, toelagen, uitkeringen en vergoedingen uitbetaald aan de oorlogsinvaliden door de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen, met uitsluiting van de mutilatie- en amputatievergoedingen en de bijzondere vergoeding voor de hulp van een derde persoon. »

2. In § 1, het 2^o van het tweede lid te doen vervallen.

3. Paragraaf 2 te vervangen als volgt :

« § 2. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, 2^o, wordt voor het jaar 1983 de spilindex 174,36 door de spilindex 167,59 vervangen in de gevallen van per semester uitbetaalde uitkeringen. »

Art. 47. 1. Au § 1^{er}, remplacer le 1^o du deuxième alinéa par le texte suivant :

« 1^o Les pensions, allocations et indemnités payées aux invalides de guerre par la Caisse nationale des pensions de la guerre, à l'exclusion des indemnités pour amputation, mutilation et aide de tierce personne. »

2. Au § 1^{er}, supprimer le 2^o du deuxième alinéa.

3. Remplacer le paragraphe 2 par le texte suivant :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, dans les cas de prestations payées par semestre l'indice-pivot 174,36 est remplacé, pour l'année 1983, par l'indice-pivot 167,59. »

M. Vercaigne présente l'amendement que voici :

Supprimer cet article.

Dit artikel te doen vervallen.

La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — Mesdames, messieurs, à la demande de certaines associations patriotiques, j'ai déposé l'amendement dont M. le Président vient de donner lecture au Sénat.

Cet article 47 n'a pas sa place dans un projet qui traite du sort des associations patriotiques. Si le gouvernement veut associer de bonnes et de mauvaises dispositions, il doit séparer l'article 47 du projet et l'insérer dans un autre projet de loi. Cela permettra à l'assemblée de se prononcer avec clarté.

Nous nous trouvons placés ici devant une situation difficile. Si nous sommes d'accord sur les nombreux aspects positifs de votre projet, l'article 47 n'obtient cependant pas l'aval de la plupart des associations patriotiques.

C'est la raison pour laquelle j'ai déposé cet amendement tendant à la suppression de l'article 47. Le report de cet article vers un autre projet permettrait un vote plus clair du Sénat.

M. le Président. — M. de Wasseige et consorts présentent les amendements que voici :

A. Remplacer le § 1^{er}, alinéa premier, 2^o, par la disposition suivante :

« 2^o D'autre part, le montant de la même prestation indexée sur la base de l'indice-pivot dont le rang est immédiatement inférieur à celui

de l'indice-pivot résultant de l'application de la loi du 1^{er} mars 1977. »

B. Remplacer le § 4 de cet article par la disposition suivante :

« § 4. Le présent article entre en vigueur le 1^{er} juillet 1983 et cesse ses effets le 30 juin 1984. »

A. In § 1, eerste lid, van dit artikel het 2^o te vervangen als volgt :

« 2^o Anderzijds, het bedrag van dezelfde uitkering berekend naar het spilindexcijfer van de naastlagere rang dan die van de spilindex voortvloeiend uit de toepassing van de wet van 1 maart 1977. »

B. Paragraaf 4 van hetzelfde artikel te vervangen als volgt :

« § 4. Dit artikel treedt in werking op 1 juli 1983 en heeft geen gevolg meer vanaf 30 juni 1984. »

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, mesdames, messieurs, l'ensemble de ce projet concerne, bien sûr, la programmation 1982. Il a été établi en accord avec les associations patriotiques, plus exactement à travers leur comité de contact. Au terme des discussions, le gouvernement a introduit ce fameux article 47 qui visait et vise encore, après avoir été amendé par le gouvernement, à opérer une retenue sur les rentes et sur les pensions. Cette retenue doit être versée à l'Institut national des invalides de guerre.

L'article 47 stipule que lors d'une augmentation des pensions et des rentes due à l'index — on sait que l'augmentation s'effectue par tranches de 2 p.c. — cette première indexation ne sera pas accordée aux intéressés, mais le montant correspondant sera versé à l'Inig.

Ensuite, au moment de la deuxième indexation, le montant supplémentaire sera également versé à l'Inig. Les versements s'ajoutant les uns aux autres on arrivera rapidement, après ces indexations, à plus de 6 p.c. soit 6,4 p.c. environ.

De plus, selon l'article 47, si les rentes et pensions augmenteront bien l'année prochaine, ce sera sur base de leur niveau, environ moins 4 p.c., de sorte que pour l'année prochaine et les suivantes, puisque le gouvernement fixera la date où aura lieu le rattrapage de la situation antérieure, le prélèvement atteindra et même dépassera les 4 p.c. chaque année.

Etant donné que d'autres catégories de la population sont touchées par la non-indexation des salaires et par toute une série de mesures gouvernementales, les associations patriotiques n'ont pas voulu apparaître comme privilégiées et ont accepté ces mesures dans un esprit de participation. Il convient de rendre hommage à leur esprit civique.

Or, s'il fallait respecter des droits, ce sont bien ceux-là.

Ils ont accepté qu'on prélève en 12 mois deux fois 2 p.c., soit 4 p.c. En réalité, et en supposant bien entendu que l'index augmente, le gouvernement va prélever en 12 mois un peu plus de 6 p.c. : 2 p.c. la première fois, plus 2 p.c. à la deuxième indexation, plus les 2 p.c. supplémentaires. C'est très clair, monsieur le ministre. C'est du moins ce qui découle du projet. Si je me trompe, vous me le direz.

Ce système va continuer pendant les prochaines années, ce qui nous paraît absolument anormal. C'est pourquoi nous avons déposé des amendements. Je le regrette d'ailleurs, car il convient que ce projet soit voté à la plus large unanimité. C'est le vœu des associations patriotiques, comme de nous tous ici.

Nous souhaitons que l'honorable ministre réfléchisse encore et, si possible, modifie cet article 47, afin qu'ayant obtenu satisfaction — fût-ce sur un point — nous puissions retirer ces amendements. Nous ne voulons pas la guerre ni passer pour de « mauvais coucheurs », mais nous estimons que l'intérêt des victimes de guerre mérite qu'on lui accorde toute l'attention voulue et qu'on ne fasse pas peser sur leurs pensions une charge répétitive d'année en année. C'est à mon sens le point le plus important. (Applaudissements sur les bancs socialistes et sur les bancs du FDF.)

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, chers collègues, je remercie tout d'abord M. De Bremaeker d'avoir fait état des contacts qui ont été pris avec les représentants du Comité de contact des associations patriotiques.

Je le remercie d'avoir, en raison du consensus intervenu, retiré son amendement et j'espère que ceux qui ont été introduits par les autres groupes pourront l'être également.

A cette fin, je voudrais expliciter la portée de l'article 47. Je renvoie M. de Wasseige à la page 14 du rapport de la commission où est donné un exemple concret de la manière dont la participation de solidarité est calculée. Le rapport cite l'exemple d'une pension d'invalidité, allouée à un invalide de guerre, d'un montant de 10 000 francs, en ce compris l'indexation du 1^{er} avril 1983: «Lors du passage à l'indice suivant, cette pension devrait atteindre 10 200 francs. En application de l'article 47, l'invalide continuera à percevoir 10 000 francs, la différence, soit 200 francs, étant versée à l'Institut national des invalides de guerre. A l'indice suivant, la pension sera toujours payée au même taux de 10 000 francs, le produit des deux indexations, soit 404 francs, revenant à l'Institut.

Au-delà, l'invalide verra à nouveau sa pension indexée. Il recevra donc, lors de la troisième indexation, 10 200 francs, l'Institut bénéficiant de la participation de solidarité limitée à deux indexations.»

Les représentants du Comité de contact m'ont demandé, pour éviter toute équivoque, de redire à cette tribune:

1^o Que les associations patriotiques ont marqué leur accord sur le principe d'une participation de solidarité;

2^o Que cette participation devait être limitée aux seuls bénéficiaires des soins de santé gratuits. C'est une disposition que rencontre l'amendement introduit par le gouvernement;

3^o Qu'elle devait être exclusivement destinée à l'Institut national des invalides de guerre ainsi que le précise clairement le texte;

4^o Qu'elle ne pouvait, en aucun cas, dépasser le produit de deux indexations, condition également rencontrée par le texte et qui je viens d'illustrer par un exemple;

5^o Qu'elle ne pourrait, par sa nature, altérer les droits des titulaires de pension, condition rencontrée par le fait que le taux nominal des pensions — et c'est important — n'est pas modifié, l'abrogation de la mesure par le Roi impliquant le rattrapage des deux indexations qui ont fait l'objet de la participation temporaire de solidarité. Moyennant cela les représentants du Comité de contact m'ont autorisé à vous faire part de leur souci de ne pas voir différer le vote du projet amendé par le gouvernement et surtout de ne pas en voir compromettre l'adoption à une majorité aussi large que celle qui s'est manifestée lors des précédentes programmations. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — M. le ministre vient de confirmer que le prélèvement sera de 6 p.c. Les chiffres sont éloquentes: une première fois: deux cents francs; une deuxième fois deux cents francs, plus les deux autres pour cent, ce qui donne bien six cents francs.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Je crois qu'il faut relire l'exemple, monsieur de Wasseige: le prélèvement ne dépassera jamais les 404 francs, et dès la troisième indexation, au lieu de payer dix mille francs, on paiera dix mille deux cents francs. Il n'y a jamais que le produit de deux indexations.

M. de Wasseige. — Je suis d'accord; mais la première année, à la première augmentation d'index, deux cents francs ne sont pas payés. A la deuxième indexation — par rapport à ce qui aurait été normal —, il y a quatre cents francs qui ne sont pas payés. Deux cents francs plus quatre cents francs, soit six cents francs, sur dix mille francs, cela fait bien 6 p.c.

M. Aerts, secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Ce n'est pas sur toute l'année, monsieur de Wasseige. La deuxième indexation concerne seulement une partie de l'année.

M. le Président. — Nous ne sommes pas à un cours de mathématiques!

Je propose de réserver à cet après-midi, le vote sur les amendements et sur l'article 47 auquel ils se rattachent.

Ik stel voor deze namiddag te stemmen over de amendementen en over artikel 47 waarop zij betrekking hebben. (*Instemming.*)

Il en sera donc ainsi.

Dan is aldus beslist.

Il sera procédé, cet après-midi également, au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen eveneens vanmiddag over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 3, § 3, VAN DE HERSTELWET VAN 10 FEBRUARI 1981 INZAKE DE MIDDENSTAND

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 3, § 3, DE LA LOI DU 10 FEVRIER 1981 DE REDRESSEMENT RELATIVE AUX CLASSES MOYENNES

Discussion et vote de l'article unique

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van wet tot wijziging van artikel 3, § 3, van de herstelwet van 10 februari 1981 inzake de middenstand.

Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant l'article 3, § 3, de la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux classes moyennes.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Personne ne demandant la parole, je la déclare close.

Vraagt niemand het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Het enig artikel van het ontwerp van wet luidt:

Enig artikel. In artikel 3, § 3, eerste lid, van de herstelwet van 10 februari 1981 inzake de middenstand worden de woorden «van de andere sectoren van het sociaal statuut der zelfstandigen dan de pensioenen» vervangen door de woorden «van het stelsel van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen».

Article unique. A l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux classes moyennes, les mots «des secteurs du statut social des travailleurs indépendants autres que celui des pensions» sont remplacés par les mots «du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants».

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé à 15 heures au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Er zal te 15 uur worden gestemd over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING VAN DE OVEREENKOMST TUSSEN DE REGERING VAN BELGIE EN DE REGERING VAN NIEUW-ZEELAND TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING EN TOT HET VOORKOMEN VAN HET ONTGAAN VAN BELASTING INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN EN VAN HET PROTOCOL, ONDERTEKEND TE BRUSSEL OP 15 SEPTEMBER 1981

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA BELGIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZELANDE TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET DU PROTOCOLE, SIGNES A BRUXELLES LE 15 SEPTEMBRE 1981

Discussion et vote de l'article unique

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van wet houdende goedkeuring van een Overeenkomst tussen de regering van België en de regering van Nieuw-Zeeland.

Nous abordons l'examen du projet de loi portant approbation de la Convention entre le gouvernement de la Belgique et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Personne ne demandant la parole, je la déclare close.

Vraagt niemand het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

L'article unique du projet de loi est ainsi rédigé:

Article unique. La Convention entre le gouvernement de la Belgique et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et le Protocole, signés à Bruxelles le 15 septembre 1981 sortiront leur plein et entier effet.

Enig artikel. De Overeenkomst tussen de regering van België en de regering van Nieuw-Zeeland tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, en het Protocol, ondertekend te Brussel op 15 september 1981 zullen volkomen uitwerking hebben.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé à 15 heures au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Er zal te 15 uur worden gestemd over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION MARINE D'ORIGINE TELLURIQUE, ET DES ANNEXES, FAITES A PARIS LE 4 JUIN 1974

Discussion et vote de l'article unique

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING VAN HET VERDRAG TER VOORKOMING VAN VERONTREINIGING VAN DE ZEE VANAF HET LAND, EN VAN DE BIJLAGEN, OPGEMAAKT TE PARIJS OP 4 JUNI 1974

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi portant approbation de la Convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee vanaf het land.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Personne ne demandant la parole, je la déclare close.

Daar niemand het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten.

L'article unique du projet de loi est ainsi rédigé;

Article unique. La Convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique, et les Annexes, faites à Paris le 4 juin 1974, sortiront leur plein et entier effet.

Enig artikel. Het Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee vanaf het land, en de Bijlagen, opgemaakt te Parijs op 4 juni 1974, zullen volkomen uitwerking hebben.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé à 15 heures au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Er zal te 15 uur worden gestemd over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA REPUBLIQUE ITALIENNE, RELATIVE AU SERVICE MILITAIRE DES DOUBLE-NATIONAUX ET DU PROTOCOLE, SIGNES A BRUXELLES LE 3 NOVEMBRE 1980

Discussion et vote de l'article unique

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING VAN DE OVEREENKOMST TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIE EN DE ITALIAANSE REPUBLIEK BETREFFENDE DE MILITAIRE DIENST VAN DE BIPATRIDEN, EN VAN HET PROTOCOLE, ONDERTEKEND TE BRUSSEL OP 3 NOVEMBER 1980

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi portant approbation de la Convention entre le royaume de Belgique et la République italienne, relative au service militaire des double-nationaux et du Protocole, signés à Bruxelles le 3 novembre 1980.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen het koninkrijk België en de Italiaanse Republiek betreffende de militaire dienst van de bipatriden en van het Protocol, ondertekend te Brussel op 3 november 1980.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Personne ne demandant la parole, je la déclare close.

Daar niemand het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten.

L'article unique du projet de loi est ainsi rédigé:

Article unique. La Convention entre le royaume de Belgique et la République italienne relative au service militaire des double-nationaux, et le Protocole, signés à Bruxelles le 3 novembre 1980, sortiront leur plein et entier effet.

Enig artikel. De overeenkomst tussen het koninkrijk België en de Italiaanse Republiek betreffende de militaire dienst van de bipatriden, en het Protocol, ondertekend te Brussel op 3 november 1980, zullen volkomen uitwerking hebben.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé à 15 heures au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Er zal te 15 uur worden gestemd over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 14 heures.

Wij zullen onze werkzaamheden deze namiddag te 14 uur voortzetten.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 11 h 30 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 11 u. 30 m.)

2490